

Marc-Adélarde Tremblay (1922 - )

Anthropologue, retraité, Université Laval

(1973)

# “L'idéologie du Québec rural”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marc-Adéland Tremblay (1922 - )

“*L'idéologie du Québec rural*”. Un article publié dans la revue **Travaux et communications**, vol. 1, 1973, pp. 212-265. Travaux et communications de l'Académie des sciences morales et politiques, Montréal. Sherbrooke : Les Éditions Paulines, 1973.

M Marc-Adéland Tremblay, anthropologue, retraité de l'enseignement de l'Université Laval, nous a accordé le 4 janvier 2004 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses oeuvres.



Courriel : [matrem@microtec.net](mailto:matrem@microtec.net) ou [matremgt@globetrotter.net](mailto:matremgt@globetrotter.net)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

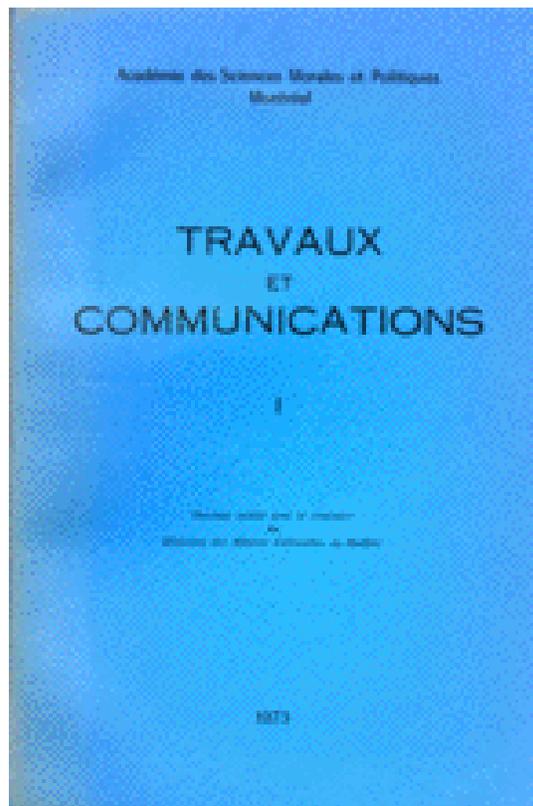
Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 20 mai 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Marc-Adélarde Tremblay (1973)

“L'idéologie du Québec rural”



Un article publié dans la revue **Travaux et communications**, vol. 1, 1973, pp. 212-265. Travaux et communications de l'Académie des sciences morales et politiques, Montréal. Sherbrooke : Les Éditions Paulines, 1973.

# Table des matières

## I. Problématique

1. La société rurale vue comme une totalité
2. La notion d'idéologie
3. La méthodologie de l'enquête documentaire

## II. Les principaux thèmes de l'idéologie du Québec rural

### 1. Première période : 1880-1929

#### A. L'idéologie dominante

- a) La survie de la nation
- b) La vocation agricole
- c) Les vertus rurales
- d) Le fait catholique et le fait français
- e) Éducation familiale, scolaire et paroissiale
- f) Le progrès national

- 1° La conception du progrès
- 2° L'efficacité technique en agriculture
- 3° La conception de l'industrialisation

- 3.a) L'avenir économique de la Province
- 3.b) Mécanisation de l'agriculture et commercialisation des produits

- g) L'exode de la jeunesse rurale
- h) Conquête du sol et retour à la terre
- i) Conclusion

#### B. La structure sociale

##### a) La base de l'agriculture c'est la ferme familiale vivrière

- 1° La famille traditionnelle est une société patriarcale
- 2° La famille est une unité socio-culturelle auto-suffisante

##### b) L'organisation technique de la production

- 1° L'apparition de l'industrie laitière
- 2° Le rôle subsidiaire de l'industrie forestière

c) [L'ouverture des paroisses de colonisation](#)

2. [Deuxième période : 1930-1939](#)

A. [l'idéologie dominante](#)

- a) [La survie de la nation](#)
- b) [La vocation agricole](#)
- c) [Les vertus rurales](#)
- d) [Le fait catholique et français](#)

- 1° Embellir l'estime de la classe agricole
- 2° Rehausser les niveaux d'instruction
- 3° Établir des organisations professionnelles

- e) [L'éducation familiale et scolaire](#)
- f) [L'efficacité technique](#)
- g) [Les méfaits de l'industrialisation et la condamnation de la ville](#)
- h) [Le retour à la terre et la conquête du sol](#)
- i) [La crise économique](#)

B. [La structure agricole](#)

- a) [Le système social global](#)
- b) [La société agricole](#)

3. [Troisième période : 1939-1945](#)

A. [L'idéologie dominante](#) : « Restons fidèles à l'agriculture traditionnelle. »

- a) [La survie de la nation](#)
- b) [La vocation agricole](#)
- c) [Le fait catholique et français](#)
- d) [L'éducation agricole](#)
- e) [L'efficacité technique](#)
- f) [L'industrialisation de l'agriculture](#)
- g) [L'urbanisation](#)
- h) [L'avenir économique de la Province](#)
- i) [Le syndicalisme agricole](#)

B. [La structure sociale](#)

**4. Quatrième période : 1949-1968**

A. L'idéologie dominante : « L'agriculture doit devenir une industrie efficace et rentable. »

- a) La survie de la nation
- b) La vocation agricole
- c) Le fait religieux
- d) Le fait français
- e) L'éducation des jeunes
- f) L'efficacité technique et le niveau de vie
- g) L'avenir économique de la Province
- h) L'industrialisation
- i) L'urbanisation
- j) L'exode rural

B. La structure sociale

- a) La survie de la nation
- b) La vocation agricole
- c) Le fait catholique et français
- d) L'industrialisation de la Province et la commercialisation de l'agriculture
- e) L'exode rural et la colonisation

C. Conclusion

**III. Conclusion générale**

**1. La naissance de l'idéologie et son évolution**

- A. Les convergences
- B. Les divergences

**2. Le découpage des périodes**

- A. La première période : 1880-1929
- B. Les autres périodes

**3. Les définisseurs de l'idéologie**

**4. La contestation des thèmes idéologiques**

Marc-Adélarde Tremblay (1922 - )

*"L'idéologie du Québec rural"*.

Un article publié dans la revue **Travaux et communications**, vol. 1, 1973, pp. 212-265. Travaux et communications de l'Académie des sciences morales et politiques, Montréal. Sherbrooke : Les Éditions Paulines, 1973.

## I. Problématique

### 1. La société rurale vue comme une totalité

[Retour à la table des matières](#)

Écrire un article sur l'idéologie du Québec rural nous apparaît une entreprise ambitieuse mais réalisable, étant donné la variété et la richesse des matériaux documentaires dont nous disposons sur le Québec rural et les essais théoriques récents, sur la notion d'idéologie et son application à l'étude de la société globale canadienne-française <sup>1</sup>. L'idéologie rurale est, en effet, une idéologie circonscrite faisant partie de l'idéologie nationaliste plus large à l'intérieur de laquelle nous pouvons dégager les processus d'argumentation et de justification. Elle constitue une prise de conscience qui s'élabora au moment où le Canada français était une société traditionnelle <sup>2</sup> et où la différenciation sociale était peu prononcée.

---

<sup>1</sup> Dumont, Fernand, « La représentation idéologique des classes au Canada français », Recherches Sociographiques, vol. VI, no 1, 1965, pp. 9-22.

<sup>2</sup> Ce qui caractérise la société traditionnelle ce sont des techniques de subsistance plutôt simples et une grande homogénéité dans les types d'occupation et dans l'emploi du temps ; c'est un mode d'organisation sociale qui privilégie la

Nous tenons à remercier nos deux assistants de recherche, mademoiselle Nicole Leblanc et monsieur Majella Angers, qui ont dépouillé l'abondante littérature consultée et qui ont effectué les analyses nécessaires préalables à l'élaboration du profil d'ensemble présenté ici. Nous exprimons notre gratitude au Ministère Fédéral de l'Agriculture qui a contribué au financement de cette étude.

Cette analyse demeure une entreprise valable à la condition que nous puissions lui conférer une profondeur historique suffisante et associer, dans une même perspective, les expressions idéologiques et les éléments de la structure sociale. L'analyse diachronique s'avère nécessaire à un double point de vue. Elle nous permet d'identifier le fondement historique des idéologies courantes et de suivre leur évolution à travers des phases temporelles déterminées. Au surplus, les fabricateurs d'idéologie et les définisseurs de situation puisent dans l'histoire les divers éléments, les principes, les enseignements et les justifications qu'ils proposent en tant qu'appuis aux fins collectives.

## 2. La notion d'idéologie

[Retour à la table des matières](#)

L'idéologie, on le sait, constitue une prise de position qui découle d'une conscience formelle de soi, d'une définition et d'une compréhension d'une situation globale. Elle représente un modèle ou un principe d'action qui veut justifier d'une manière explicite et systématique la signification et l'orientation d'une série de conduites. Elle cherche ainsi à introduire, dans le vécu quotidien des membres d'une collectivité, un système à long terme structuré, clos et cohérent. Qu'il y ait des

---

famille et le système de parenté en tant que structures d'encadrement et principes directeurs dans l'élaboration des relations sociales créant ainsi de multiples liens de solidarité entre tous les membres de la communauté ; c'est, enfin, un ensemble de valeurs transmises que créent chez les individus une image de soi et une compréhension unanimes de la réalité ». Marc-Adélar Tremblay, « L'éclatement des cadres familiaux traditionnels au Canada français », Relations, no 305, mai 1966, p. 131.

écarts plus ou moins substantiels entre les principes qu'elle propose et la réalité sociale qui se traduit dans les institutions économiques, politiques et sociales - cela va de soi et est d'intérêt pour l'analyse. Car idéologie et structure sociale représentent les deux termes complémentaires d'une même réalité plus vaste dont il nous faut saisir les liaisons fonctionnelles sans toutefois préjuger de l'antériorité de l'une sur l'autre. Les analyses empiriques des idéologies, du genre de celles que nous conduisons ici, visent beaucoup plus à définir ses principaux éléments (thèmes généraux et expressions de ces thèmes) et leurs interrelations qu'à les relier aux situations de conflit et aux mécanismes de défense qui les ont suscités. Car, dans l'étude de cas qui nous intéresse, cette liaison nous renverrait à une analyse de la société québécoise aux lendemains de la conquête et aux conflits de pouvoirs qui s'ensuivirent. Nous nous sentons incapable de poursuivre des analyses aussi complexes dans le cadre de cette étude. De plus, l'année 1880 devient notre point d'horizon : déjà l'idéologie unitaire québécoise est formellement définie et ses promoteurs sont clairement identifiables.

Par ailleurs, il ne s'agit pas seulement d'identifier séparément les divers éléments de l'idéologie et leurs interdépendances : il faut encore évaluer leur importance relative dans la totalité. Tout système idéologique cherche à absolutiser un élément qui, par sa valeur et son caractère transcendant, devient incontestable et acquiert de ce fait un puissant pouvoir contraignant. Au Québec, cet élément sera le fait catholique, c'est-à-dire l'appartenance à l'Église catholique romaine, l'adhésion à sa doctrine et à ses croyances, la fidélité à ses prescriptions morales, l'obéissance à la parole sacrée de ses fonctionnaires. Les membres du clergé et de l'élite religieuse seront les fabricateurs de cette idéologie. Être catholique et d'expression française seront les principes fondamentaux qui identifieront la nature profonde de la nation canadienne-française et les traits corollaires qui constitueront son identité propre ; ils seront aussi les barèmes qui évalueront sa vocation et qui traceront les jalons de son devenir.

### 3. La méthodologie de l'enquête documentaire

[Retour à la table des matières](#)

Ces divers éléments qui constituent l'idéologie rurale du Québec sont appelés dans cette étude « thèmes généraux ». Pour les fins de notre analyse documentaire, nous avons identifié seize (16) thèmes principaux qui nous permettent de comprendre à la fois le fondement de l'idéologie, sa genèse et son évolution à travers les quatre grandes périodes que nous avons découpées. Ces tranches temporelles reflètent des unités historiques qui serviront à la mise en parallèle d'une part, du système idéologique et d'autre part, de la réalité objective telle que celle-ci apparaît dans l'organisation économique et l'organisation sociale des milieux ruraux.

Les thèmes généraux sont à la fois des catégories-maîtresses qui tracent le profil de l'idéologie en intégrant toute une multiplicité d'expressions particulières et des barèmes qui mesurent ses fluctuations à travers les différentes périodes. En effet, certaines expressions idéologiques contemporaines sont en continuité par rapport à des expressions antécédentes tandis que d'autres formulations récentes sont pratiquement à l'opposé des affirmations premières. Comme nous le disions plus haut, il ne nous sera pas possible d'identifier les facteurs qui sont à l'origine de ces continuités et de ces discontinuités. Seules des analyses plus poussées sur l'histoire de l'agriculture, l'histoire de la pensée sociale, la sociologie de la vie rurale et l'urbanisation nous fourniraient tous les éléments essentiels à l'explication. Nous possédons de nombreux documents sur le Québec mai., ils sont à peu près tous écrits et conçus par rapport à des perspectives restreintes. Sans combler ces lacunes, notre analyse vise à intégrer et à mettre en place un ensemble de matériaux disparates, qui, éventuellement, seront les éléments permettant de constituer une synthèse.

Nous avons dressé une bibliographie spécialisée en inventoriant tous les thèmes qui se rapportent soit à l'agriculture et à la vie rurale ou soit encore au nationalisme québécois. Nous postulons, en effet, que l'idéologie rurale est une des composantes de l'idéologie nationaliste plus large. Ainsi, nous avons lu systématiquement les œuvres répertoriées recherchant les passages les plus significatifs qui reflétaient dans leurs expressions les plus variées, les thèmes de l'idéologie rurale ou ceux de l'idéologie nationaliste. Nous avons classé les matériaux ainsi récoltés par rapport aux seize thèmes principaux qui font l'objet d'analyses comparées à travers les quatre périodes choisies, soit : 1880-1929, 1930-1939, 1940-1945 et 1946-1968. Le choix des thèmes et des périodes s'inspire, en partie, des travaux de Gérard Fortin sur le nationalisme canadien-français et sur les changements socio-culturels récents dans les milieux ruraux.

Voici les thèmes qui ont orienté et encadré les analyses

- 1° L'avenir économique et industriel du Québec ;
- 2° La ville, les valeurs urbaines et le mode de vie urbain ;
- 3° La conquête du sol (par l'agrandissement des terres en culture et par les divers mouvements de colonisation) ;
- 4° « La crise économique » dans ses manifestations à la campagne et à la ville ;
- 5° L'efficacité technique dans le domaine de la production végétale et animale et la réalisation d'un niveau de vie convenable
- 6° L'émigration rurale, ses méfaits et ses bienfaits ;
- 7° Le fait catholique - l'appartenance à une église, l'adhésion à une doctrine, un système de croyances, le rôle du prêtre, une moralité ;
- 8° Le fait français - la conservation de la langue, des coutumes et des traditions françaises ;
- 9° La famille en tant que cellule de production, unité sociale fondamentale et assise de la nation canadienne-française ;
- 10° L'industrialisation de la province, la mécanisation de l'agriculture et la commercialisation des produits ;
- 11° Le monde ouvrier et le syndicalisme ;

- 12° Le retour à la terre ;
- 13° La vie et la survie de la nation canadienne-française : éléments de soutien ; forces de désintégration ;
- 14° Les vertus rurales, telles que l'amour du travail, le sens du devoir, la frugalité, l'esprit d'entraide, le sens communautaire, l'amour de la terre, etc ... ;
- 15° La vocation agricole, vocation de la nation canadienne-française ; vocation industrielle et les classes ouvrières ; et,
- 16° L'urbanisation de la province, l'apparition de la mentalité urbaine à la campagne ; l'apparition dans les milieux ruraux du mode de vie et des problèmes urbains.

L'analyse des différentes expressions idéologiques nous permettra, en dernier ressort, de concevoir l'idéologie rurale comme une véritable « technique d'existence » dont les principales fonctions sont d'enseigner l'amour de Dieu et de la patrie, et d'inculquer l'esprit rural. C'est à ce compte, tout particulièrement jusqu'à l'avènement de la dernière guerre mondiale, que la survie de la nation québécoise sera assurée. L'ouverture sur le monde extérieur, les contacts de civilisation, l'avancement technologique ainsi que les impératifs de la société technique allaient, durant la période de l'après-guerre, introduire des éléments si puissants de contestation que les principes traditionnels ne suffisaient plus à expliquer la réalité et à justifier les actions collectives. Il s'en suivra de profondes transformations et de nouvelles orientations nationales. Comme l'affirme Dumont, dans son étude sur la représentation idéologique des classes, « Peut-être est-il possible à l'analyse sociologique, sans se faire partisane et sans non plus prophétiser, de prévoir les issues possibles de ces idéologies en gestion. Deux traits principaux paraissent les distinguer de l'ancienne idéologie unitaire : le rôle important accordé à l'État, la volonté résolue d'une ample politique industrielle dont les Canadiens français auraient la maîtrise. L'un et l'autre de ces thèmes sont partagés aussi bien par les factions de droite que par celles de gauche, dans une sorte de confusion qui ne saurait durer bien longtemps. Il n'est pas téméraire de croire que c'est la place explicite faite à la représentation des classes qui va marquer bientôt la ligne de clivage » <sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Op. cit., p. 21.

Une dernière remarque méthodologique s'impose pour mieux comprendre le sens de notre étude. Les périodes découpées ainsi que les thèmes idéologiques choisis ne découlent pas d'une analyse compréhensive des documents existants. Au surplus, nous n'avons pas consulté toute une série de documents importants : nous pensons, entre autres, aux nombreux journaux de campagne qui ont existé à un moment ou l'autre depuis 1840 jusqu'à nos jours et aux multiples conférences et discours présentés dans les milieux ruraux. Il nous a même été impossible de lire systématiquement des œuvres qui, sans être directement reliées à notre sujet, auraient pu apporter des éclairages nouveaux. En dépit de leur caractère extensif, les sondages bibliographiques et les analyses systématiques des documents choisis ne sont pas non plus des analyses de contenu au sens strict du terme.

## II. Les principaux thèmes de l'idéologie du Québec rural

### 1. Première période : 1880-1929

#### *A. L'idéologie dominante :*

[Retour à la table des matières](#)

« Nous demeurerons fidèles à nos traditions et à nous-mêmes, en autant que nous demeurerons catholiques et français et que nous resterons cramponnés au sol. »

Durant cette période, le système idéologique est centré sur la nécessité de la survie de la nation canadienne-française par la conservation de la foi catholique, de la langue française et des traditions du groupe dans un cadre de vie rurale agricole. L'agriculture est une vocation qui permet l'épanouissement des vertus rurales et la réalisation de la mission de la nation. Le modernisme, sous toutes ses formes,

telles que l'émigration, l'industrialisation, l'urbanisation, l'efficacité technique, l'individualisme, la rationalité, etc.... est perçu comme un grave danger pour l'existence même de la nation. Du point de vue des promoteurs de l'idéologie (l'élite religieuse) le progrès réside dans la conquête du sol (devenir maître de sa destinée), dans les familles nombreuses (suprématie numérique de la nation) et dans l'éducation chrétienne, rurale, et paroissiale des jeunes Canadiens français.

*a) La survie de la nation*

[Retour à la table des matières](#)

Le thème général survie de la nation est un objectif en soi de longue portée qui doit être assumé par chaque membre de la collectivité. C'est un objectif qui acquiert toute sa plénitude si les caractéristiques fondamentales de la nation demeurent inchangées, à savoir, la croyance et l'amour de Dieu, la langue française et la vocation d'agriculteur <sup>4</sup>.

La survivance de la nation est aussi conçue en fonction de l'existence du groupement anglo-saxon dont il faut acquérir les vertus tout en repoussant les faiblesses. Sous-jacente à cette expression apparaît l'idée de maintenir le Québec comme un îlot culturel, condition qui permettrait d'entretenir des rapports distants (liés aux nécessités de la vie économique et industrielle) avec les groupements étrangers et qui, par voie de conséquence, offrirait de meilleures garanties pour préserver l'intégrité culturelle du peuple canadien-français <sup>5</sup>.

Toute une série d'éléments de soutien sont identifiés comme étant des facteurs positifs dans cette conservation de l'identité nationale : c'est la vocation agricole, la création et le maintien d'institutions na-

---

<sup>4</sup> Frères Gilles, O.F.M., *Les choses qui s'en vont : causettes canadiennes*, Montréal, Éd. de la Tempérance, 1918, p. 178.

<sup>5</sup> Abbé Lionel Groulx, « Méditation patriotique », in *Soirées de l'Action française*, Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1916, pp. 9-10 ; et Congrès A.C.J.C., *Le problème agricole au Canada français*, 1916, p. 37.

tionales dont les fonctions sont reliées à l'authenticité de la nation, la fidélité à ses origines et la communion aux ancêtres <sup>6</sup>.

Les institutions sociales du Québec rural (la famille, l'école, la paroisse, une presse et des revues consacrées à la cause nationale) doivent aussi promouvoir et exalter les vertus rurales les plus essentielles à la survie nationale, empêcher le modernisme de pénétrer dans les milieux ruraux et garder les populations rurales à la campagne. C'est là, dans ce contexte champêtre, que les fils de la terre s'inspireront des plus grands idéaux. S'il est donné à certaines nations d'être mues par la nécessité des réalisations matérielles, d'autres, comme la nation québécoise, se mettent au service de l'idéal humain <sup>7</sup>. À travers ces réactions négatives vis-à-vis toute forme de modernisme on peut apercevoir une conception tout à fait conservatrice du progrès. Celui-ci se traduit par l'attachement au sol, le défrichement des terres incultes, la colonisation. Le progrès, c'est, en fin de compte, la fidélité à soi-même, l'affermissement des vertus traditionnelles <sup>8</sup>.

L'objectif primordial de la nation québécoise c'est la survie dont nous examinerons les expressions sous les thèmes généraux suivants : la vocation agricole, les vertus rurales, le fait catholique et français, l'éducation familiale et le progrès national.

---

<sup>6</sup> Congrès A.C.J.C., op. cit., p. 35 ; L. O. David, « Colonisation et agriculture » in *L'Action française*, mai 1917, Vol. 1, pp. 129-132 ; Antonio Perreault, « Utilisation de notre capital humain », in *L'Action Française*, octobre 1926, Vol. XVI, p. 195 ; et Jacques Brassier, « La haine de la terre : in *L'Action Française*, juillet 1923, Vol. X, p. 46.

<sup>7</sup> Abbé Lionel Groulx, « Méditation patriotique », op. cit., p. 15 ; Alexandre Dugré, « Comment orienter l'émigration », in *L'Action canadienne-française*, août 1928, Vol. XX, p. 87 ; Congrès A.C.J.C., op. cit., p. 205 ; Wilfrid Guérin, *Semaines Sociales du Canada*, VIIIe session, Le problème économique, p. 10 ; Louis D. Durand, « L'émigration aux États-Unis », in *L'Action Française*, 1924, Vol. XI, No 3, p. 201 ; et Georges Bouchard, *Premières Semaines*, Québec, Imprimerie de *L'Action Sociale*, 1917, p. 19.

<sup>8</sup> Congrès A.C.J.C., *Le problème de la colonisation au Canada Français*, 1919, p. 162.

## *b) La vocation agricole*

[Retour à la table des matières](#)

La vocation agricole du peuple québécois est à la fois conçue comme une vocation universelle et comme une vocation particulière. En tant que vocation universelle, la vie à la campagne et la culture de la terre représentent une condition humaine qui est en étroite filiation à la nature même de l'homme, à son équilibre physique et mental <sup>9</sup> et à son plein épanouissement moral'. En tant que vocation particulière des Canadiens français, elle est conçue comme une fidélité aux ancêtres et aux vertus ancestrales. Elle est le prolongement des efforts et sacrifices consentis par des générations de pionniers dont la valeur et le courage sont inégalables <sup>10</sup>. Elle est aussi la concrétisation des visées divines sur les Canadiens français dont la mission agricole incontestable représente aussi une condition essentielle à la préservation de son caractère et à son progrès économique. On rejette la vocation industrielle de la Province et on proclame la primauté de la profession agricole dans la hiérarchie des métiers <sup>11</sup>.

La vocation particulière des Québécois comporte trois types d'activités techniques dont le faisceau des interdépendances apparaît à première vue. Ce sont : a) la culture de la terre (noblesse de la profession agricole) <sup>12</sup> ; b) la conquête du sol nourricier (œuvre de civilisation) <sup>13</sup>

<sup>9</sup> Aristote cité par l'abbé Georges-Marie Bilodeau, *Pour rester au pays*, Québec, l'Action Sociale, 1926, p. 156 ; Esdras Minville, « Le réservoir de la race » in *L'Action Française*, mai 1926, Vol. XV, p. 270.

<sup>10</sup> Congrès A.C.J.C., *Le problème de la colonisation...*, op. cit., p. 174.

<sup>11</sup> Georges-Marie Bilodeau, *Pour rester au pays*, idem, pp. 67-68 ; et Georges Bouchard, op. cit., p. 20.

<sup>12</sup> Abbé V. A. Huard, « L'œuvre du comité des anciennes familles », *Le Livre d'or de la noblesse rurale canadienne-française*, p. 8 ; Abbé Ivanhoé Caron, « L'Agriculture, source de bonheur et de prospérité », in *La Vie Nouvelle*, juillet 1918, p. 130 ; Congrès A.C.J.C., op. cit., p. 254 ; et Antonio Perreault, « Le problème économique - l'aspect moral », in *L'Action Française*, février 1921, Vol. V, p. 80.

<sup>13</sup> Edmond de Nevers, *L'avenir du peuple canadien-français*, Montréal, Fides, 1964, p. 232 [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#)].

et c) la colonisation de nouveaux territoires (engagement patriotique) <sup>14</sup>.

Cultiver le sol, défricher les terres incultes, coloniser de nouvelles régions, voilà autant d'impératifs associés à la vocation agricole particulière des Québécois. Ceux-ci sont des moyens en vue de s'approprier le patrimoine et de devenir maîtres chez soi. Ils sont encore des techniques qui exerceront un contrôle sur la destinée économique de la nation. L'agriculturisme est ainsi perçu comme un instrument de libération économique et d'affranchissement national.

### *c) Les vertus rurales*

[Retour à la table des matières](#)

La vocation agricole exige, par ailleurs, que tous les agriculteurs assument leurs responsabilités avec amour, persévérance et grandeur d'âme. Cela suppose chez eux tout un ensemble de vertus exceptionnelles. C'est au nom des valeurs qu'elle incarne que les chefs de file exaltent la vocation agricole <sup>15</sup>.

Essentiellement, ces vertus rurales sont celles qui permettent l'indépendance économique (l'amour de la terre, l'amour du travail, la frugalité, le sens du devoir, l'hospitalité, l'esprit d'entraide, la fraternité, sociale (le sens du devoir, l'hospitalité, l'esprit d'entraide, la fraternité, les responsabilités familiales, etc...) et qui favorisent de hauts standards de moralité (bonnes mœurs, modestie, obéissance, esprit de sacrifice, persévérance, etc... ) <sup>16</sup>.

---

JMT.] ; et « Agriculture et colonisation », in *L'Action Française*, septembre 1927, Vol. XVIII, p. 130 et ssq.

<sup>14</sup> Marcel Martineau, *Appel aux patriotes : projet de colonisation*, Montréal, Messenger canadien, 1908, p. 13 et Alexandre Dugré, « Par la colonisation », in *L'Action Française*, septembre 1926, Vol. XVI, p. 144.

<sup>15</sup> Abbé Ivanhoé Caron, op. cit., p. 132.

<sup>16</sup> Alphonse Désilets, *Pour la terre et le foyer*, Québec, Désilets, 1926, pp. 16-17 Mgr Paul-Eugène Roy, *Discours religieux et patriotiques*, Québec, L'Action sociale, 1926, p. 164 ; et Abbé Georges-Marie Bilodeau, op. cit., p. 66.

Milieu de vie et profession sont ici associés pour garantir le maintien d'un ordre social qui assurera à l'individu, par le truchement de son auto-suffisance économique, son sens social et ses conduites morales, santé physique, quiétude d'esprit et bonheur <sup>17</sup>.

Les vertus rurales possèdent ainsi des fonctions individuelles et des fonctions sociales incontestables. Elles s'épanouissent seulement chez ceux qui vivent à la campagne parce qu'ils y trouvent l'ambiance et les stimulants nécessaires. Tout autre milieu de vie, en particulier le milieu urbain, détruit ces qualités humaines, sème l'inquiétude et suscite la décadence de la nation. C'est au nom des vertus rurales, et non pour des motifs économiques ou politiques, que l'on rejettera et condamnera la ville <sup>18</sup>.

Les vertus rurales sont, en fin de compte, les vertus nationales. Elles résultent de l'appartenance à l'Église catholique et de l'identité française, les deux traits les plus fondamentaux de l'idéologie rurale au Québec.

#### *d) Le fait catholique et le fait français*

[Retour à la table des matières](#)

Être québécois, c'est être un catholique ardent, le défenseur de la religion, de l'Église catholique, de la paroisse et de ses prêtres ; c'est lutter courageusement pour conserver et améliorer la langue française (dépôt sacré) ; c'est enfin oeuvrer fièrement pour la réalisation d'un État français en terre d'Amérique. Cette vocation catholique et française ainsi que cette mission apostolique en terre américaine constituent pour la nation un défi d'envergure. Si les Québécois sont plus nombreux et possèdent peu de pouvoir, leur supériorité intellectuelle

---

<sup>17</sup> Georges Bouchard, op. cit., p. 34 ; et Jules Dorion. « Nos agriculteurs », in *L'Action Française*, décembre 1926, Vol. XVI, p. 332.

<sup>18</sup> Abbé Georges-Marie Bilodeau, « L'exode des campagnes », *Les Semaines Sociales du Canada*, 1918, p. 91.

et morale ainsi que leur communion aux traditions du génie français, les promettent aux plus grandes réalisations civilisatrices <sup>19</sup>.

Le principe fondamental de l'identité canadienne-française est l'appartenance à l'Église catholique et la fidélité à ses traditions et à ses enseignements. L'Église catholique fut, tout au long de l'existence de la nation canadienne-française, l'institution qui a encadré toute forme d'action collective et orienté l'agir individuel. Elle a protégé les Canadiens français contre les influences étrangères ; elle les a soutenus dans l'épreuve et le sacrifice ; elle leur a enseigné à se dépasser eux-mêmes et à progresser <sup>20</sup>.

Être catholique, c'est encore appartenir à une institution millénaire qui a prouvé sa puissance et sa vitalité, qui a créé au Canada français tout un réseau d'institutions secondaires d'inspiration religieuse (écoles, couvents, séminaires, université) qui veillent à la préservation des caractéristiques du génie français et à son épanouissement. Dans ce réseau, la paroisse a été la pierre angulaire du système, et le curé son principal animateur. Son statut d'autorité et l'étendue de ses connaissances en faisaient le principal conseiller religieux, moral et agricole <sup>21</sup>.

L'appartenance à l'Église catholique signifie aussi la conservation de la langue : foi catholique et langue française sont deux éléments complémentaires et interdépendants. Le Québécois ne saurait, en effet, conserver sa foi sans demeurer d'expression française. C'est le plus cher élément de son patrimoine national. De la même manière, l'affaiblissement de sa foi risque d'entraîner du même coup la perte de sa langue. Puisque la langue est l'âme d'un peuple, ce dernier ne sau-

---

<sup>19</sup> Hermas Bastien, *Énergies Rédemptrices*, Montréal, 1923, Bibliothèque de l'Action Française, pp. 27-28.

<sup>20</sup> Mgr Louis-Adolphe Paquet, *Discours et Allocutions*, Québec, Imprimerie Franciscaine Missionnaire, 1915, p. 37 ; Abbé Lionel Groulx, *Notre Maître le Passé*, 1937, p. 286 ; et R. Père Ceslas Forest, O.P., «La préparation intellectuelle», *Notre Avenir Politique*, Montréal, Bibliothèque de l'Action Française, 1921, p. 194.

<sup>21</sup> Mgr Louis-Adolphe Paquet, op. cit., p. 285 ; et Mgr Louis-Adolphe Paquet, *Thèmes sociaux, Études et appréciations*, Québec, Imprimerie Franciscaine Missionnaire, 1922, pp. 29 et ssq.

rait être et demeurer lui-même en autant qu'il préserve et vivifie ce dépôt sacré. Cela signifie que les Canadiens français doivent lutter pour obtenir la reconnaissance des droits du français au Canada, et qu'ils doivent le préserver des déformations qui surgissent au contact des langues étrangères. Ainsi, la meilleure garantie pour maintenir cette pureté, c'est l'unilinguisme <sup>22</sup>.

Finalement, le Canadien français, un peuple d'élite, dans les desseins de Dieu, possède une mission apostolique en terre d'Amérique. Il doit construire une Nouvelle-France au Canada dont les fonctions civilisatrices et religieuses enrichiraient l'humanité toute entière <sup>23</sup>

### *e) Éducation familiale, scolaire et paroissiale*

[Retour à la table des matières](#)

Si la conservation de la foi catholique et la préservation de la langue française constituent les objectifs fondamentaux de la nation québécoise, trois institutions clef veilleront principalement à la réalisation de ces fins : ce sont la famille, l'école et la paroisse.

La famille est la cellule fondamentale de la société : on doit la maintenir forte et unie car c'est là que l'enfant puise sur les genoux de sa mère, tous les enseignements nécessaires à sa vie d'adulte. La vitalité de la famille réside dans la fécondité des femmes : la vie rurale favorise les familles nombreuses et, par voie de conséquence, assurera

---

<sup>22</sup> Abbé Arthur Robert, « Aspirations du Canada Français », *Notre avenir Politique*, Bibliothèque de l'Action Française, p. 59 ; Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-française, *Le Problème agricole au Canada Français*, Montréal, A.C.J.C., 1918, p. 54 ; Mgr Paul-Eugène Roy, op. cit., p. 140 et p. 207 ; Antonio Perreault, « Le sens national », *Notre Avenir Politique*, Bibliothèque de l'Action Française, p. 210 ; et R. P. Ceslas Forest, op. cit., p. 186.

<sup>23</sup> Abbé Philippe Perrier, « L'État français et sa valeur d'idéal pour nous », *Notre Avenir Politique*, Bibliothèque de l'Action Française, p. 226 ; et Mgr Louis-Adolphe Paquet, *Discours et Allocutions*, op. cit., p. 187.

éventuellement la suprématie numérique des Québécois (« la revanche des berceaux ») <sup>24</sup>.

Ainsi conçues, les fonctions procréatrices de la famille acquièrent une signification nationale. Ces aspirations de la collectivité s'expriment par rapport à la recherche d'un pouvoir économique et politique qui permettrait aux Québécois de rivaliser avec les Anglais et de devenir les maîtres chez eux <sup>25</sup>.

La famille, à elle seule, ne saurait assumer complètement une éducation chrétienne, patriotique et rurale. Elle doit être secondée dans ses efforts par l'école paroissiale (confessionnelle). Celle-ci, tout comme la famille, doit former l'âme, le jugement moral, le caractère et le cœur de l'enfant et de l'adolescent en vue de leur enseigner à respecter les choses et les gens d'autrefois, à perpétuer les traditions, et à solidifier les liens qui retiendront les générations montantes au sol. Tout à l'école (les enseignants, les manuels, les leçons, les devoirs) doit concourir à éveiller chez l'enfant la fierté de son origine française et l'importance des vertus rurales <sup>26</sup>.

L'éducation agricole vise à enseigner les secrets de l'agriculture en tant que science, les principales techniques agricoles et les vertus ménagères. L'enseignement agricole est d'autant plus nécessaire à l'école que la population rurale ignore presque tout des rudiments d'une agriculture scientifique. Cette lacune grave s'explique par l'insuffisance de la formation agricole des maîtres et des maîtresses. Ils ne possèdent point la compétence nécessaire pour former adéquatement en ces matières les enfants qui leur sont confiés à l'école primaire <sup>27</sup>.

---

<sup>24</sup> Élie-Joseph Auclair, *Articles et Études*, Montréal, La Cie de Publication de la « Revue Canadienne », 1903, p. 240 ; et R.P. Louis LALANDE, S.J., « La Revanche des berceaux », In *L'Action Française*, Vol. II, mars 1918, pp. 107-108.

<sup>25</sup> A.C.J.C., *Le problème agricole...*, op. cit., p. 116.

<sup>26</sup> Antonio Perreault, « Le sens national », *Notre avenir politique*, Bibliothèque de l'Action Française, 1921, p. 216.

<sup>27</sup> Mgr Allard, « L'éducation sociale au foyer », *Les Semaines Sociales du Canada*, Session de 1928, p. 107 ; Abbé Georges-Marie Bilodeau, « L'exode des campagnes », *Les Semaines Sociales du Canada*, Session de 1928, p. 99 A.C.J.C., *Le problème agricole...*, op. cit., p. 77 et p. 215.

L'agriculteur doit trouver dans sa profession les éléments qui valorisent son statut. Mais il faut aussi que les urbains connaissent le travail de l'homme des champs, apprennent à le respecter et à l'apprécier. C'est pourquoi l'enseignement rural et colonisateur ne doit pas s'adresser uniquement aux ruraux mais aussi aux urbains <sup>28</sup>.

Quant à l'éducation des jeunes filles, elle est conçue par rapport à leurs fonctions propres au foyer et dans la société. La mission de la femme consiste à garder les vertus nationales, à défendre le patrimoine sacré et à affermir l'attachement de la nouvelle génération à la terre. Ainsi, l'éducation devra être plus générale et de caractère humaniste afin que les jeunes filles puissent acquérir les connaissances et les dons nécessaires à leurs fonctions propres. Il faudra, en outre, veiller à ce que la jeune fille revienne au foyer à la fin de ses études. La mère de famille devra, enfin, participer aux activités des cercles de fermières, l'institution qui sauvegarde les énergies terriennes et qui empêche l'exode de la jeunesse rurale. Elle assure en fin de compte l'attachement à la vie familiale agricole et paroissiale.

L'instruction agricole ne relève pas seulement de la famille et de l'école. Elle est également une responsabilité publique que doit assumer le Ministère de la Colonisation et ceux qui détiennent des postes d'autorité dans le gouvernement. Si cette politique est mise en œuvre par les cadres institutionnels les plus élevés et les plus puissants, il deviendra possible d'orienter la formation professionnelle des jeunes dans la bonne direction. Les promoteurs de l'idéologie se rendent compte des préférences de certaines catégories sociales pour les professions non-agricoles. Ces préférences contestent la vocation naturelle des Québécois <sup>29</sup>.

---

<sup>28</sup> A.C.J.C., *Le problème de la colonisation...* op. cit., p. 127.

<sup>29</sup> Hormidas Magnan, *Monographies paroissiales ; Esquisses des paroisses de Québec*, Québec, Département de la Colonisation, 1913, pp. 14-15.

### *f) Le progrès national*

[Retour à la table des matières](#)

Sous cette rubrique, nous regroupons différents thèmes de l'idéologie particulière qui reflètent la vision du modernisme et du progrès. Tout en se situant dans une continuité par rapport aux thèmes antécédents, cette vision intègre certains phénomènes et éléments de réalité nouveaux tout en combattant les éléments du progrès technique et social perçus comme dangereux.

Jusqu'à maintenant, notre description a donné l'impression d'une unanimité parfaite dans l'image de soi canadienne-française et dans la conception de l'avenir. La vision du progrès fournira l'occasion d'introduire quelques-unes des contestations provenant de divers milieux et groupes. Nous discuterons de la conception du progrès, de l'efficacité technique et de l'avenir économique de la Province. On verra, enfin, les remèdes proposés pour combattre l'émigration de la jeunesse rurale.

#### *1° La conception du progrès :*

Les promoteurs de l'idéologie sont conscients que le modernisme, tel qu'il s'implante à la ville, représente, en général, une forme extrêmement dangereuse d'évolution pour les milieux ruraux. Au lieu d'aliéner les Québécois de leurs traditions ancestrales, le progrès doit conserver, en les améliorant, l'ensemble des éléments constituant le caractère national. C'est ainsi que les divers éléments de l'évolution technique sont jugés par rapport aux avantages et aux désavantages qu'ils comportent pour la classe agricole. Si, d'une part, l'électricité en facilitant le travail et le téléphone, en réduisant l'isolement, contribuent à l'efficacité du travail et au développement de nouvelles formes de solidarité sociale, l'automobile et la radio, d'autre part, sont perçues comme des éléments dangereux. Ils débauchent la jeunesse, déroutent du travail sérieux et de la vie familiale, suscitent l'envie et introduisent

la propagande étrangère et urbaine. En bref, le progrès, tel qu'il s'amorce, crée chez les hommes des besoins inassouvissables, et va à l'encontre de son perfectionnement <sup>30</sup>.

Le progrès des techniques agricoles comporte lui aussi plus de désavantages que d'avantages. Si on admet que l'agriculteur doit perfectionner son outillage et améliorer sa production, on craint que ces nouvelles techniques favorisent la paresse et l'oisiveté, compromettent le sens de l'indépendance et introduisent une trop grande aisance matérielle <sup>31</sup>.

2° *L'efficacité technique en agriculture :*

Dans le domaine de la production agricole, l'attitude dominante conservatrice met l'accent sur l'auto-suffisance et l'indépendance du cultivateur. Toutefois, on conçoit en même temps qu'il faille accroître le bien-être de la famille et favoriser son attachement à la terre. Ces objectifs peuvent se concilier en fondant la production sur de meilleures connaissances scientifiques, en utilisant un équipement technique plus perfectionné et en établissant les achats et les ventes de la ferme sur une base coopérative. Ces améliorations deviennent acceptables en autant qu'elles consolident le statut de la ferme familiale et le système de la polyvalence et qu'elles permettent à l'agriculture de conserver sa primauté sur les autres industries <sup>32</sup>.

Étroitement associée à l'efficacité technique dans le domaine de l'agriculture, apparaît l'idée d'une meilleure exploitation des ressources forestières. Jusqu'à maintenant, les colons ont travaillé dur sans retirer de gains appréciables : les intermédiaires et les acheteurs étrangers ont bénéficié des fruits de leur travail. L'œuvre colonisatrice de-

<sup>30</sup> R.P. Louis Lalande, S.J., « La race supérieure ; dans une allocution de Mgr Béliveau », in *Soirées de l'Action Française*, 1919, p. 8 ; et Georges-Marie Bilodeau, *Pour rester au pays...*, op. cit., p. 100.

<sup>31</sup> R.P. Louis Lalande, S.J., « La race supérieure... », op. cit., p. 26.

<sup>32</sup> Alphonse Désilets, op. cit., p. 19 ; Abbé Georges-Marie Bilodeau, « L'exode des campagnes », op. cit., p. 97 ; et A.C.J.C., *Le problème agricole...*, op. cit., p. 39.

meure éminemment importante en permettant de garder les jeunes à la campagne, d'agrandir le domaine arable et de conquérir le sol <sup>33</sup>.

### *3° La conception de l'industrialisation*

Vu son importance, le thème de l'industrialisation recevra une attention spéciale. Nous étudierons, en premier lieu, l'avenir économique et industriel de la Province (industrialisation globale) puis, en second lieu, la mécanisation de l'agriculture et la commercialisation des produits agricoles.

#### 3.a) L'avenir économique de la Province

Les attitudes vis-à-vis l'avenir économique et politique de la Province se regroupent dans trois composantes : la nécessité de l'industrialisation, le succès de l'avenir économique et politique de la Province dépend des progrès réalisés par la classe agricole et la nécessité de reprendre en main l'exploitation et le contrôle des richesses naturelles. Olivar Asselin et Firmin Létourneau expriment le plus clairement, il nous semble, les attitudes positives vis-à-vis l'industrialisation de la Province. Tous deux, cependant, posent des conditions préalables afin que des effets bénéfiques puissent en être tirés. Asselin admet l'importance de l'industrialisation ainsi que son caractère irréversible. Mais il veut que le Canadien français soit un participant à parts entières dès qu'il possédera les connaissances techniques, administratives et financières nécessaires <sup>34</sup>.

Létourneau s'inspire des paroles d'un économiste dont le message, à son point de vue, est prophétique. Le Canada peut conserver son indépendance économique et son autonomie politique s'il s'industrialise. Le Canadien français participera à de vastes développements en s'emparant de l'industrie forestière sur laquelle il possède déjà un monopole. À la vocation industrielle générale des Canadiens français d'As-

---

<sup>33</sup> Henri-Gaston Montigny, *Étoffe du pays, études d'économie politique canadienne*, Montréal, 1901, p. 222.

<sup>34</sup> Olivar Asselin, « Les lacunes de notre organisation économique », in *L'Action Française*, mars 1921, Vol. V, p. 135.

selin, Létourneau propose une vocation industrielle spéciale, soit celle de l'industrie forestière <sup>35</sup>.

Une deuxième attitude avance l'idée que le succès de l'avenir politique et économique de la province dépend des progrès réalisés par la classe agricole. De l'évolution de cette dernière dépend le progrès des villes et l'avenir du peuple canadien-français <sup>36</sup>.

La troisième expression concerne l'indépendance économique des Canadiens français et leur libération de la tutelle étrangère. Montpetit, Perreault et Groulx sont explicites là-dessus. À leur point de vue l'aliénation canadienne-française cessera le jour où ceux-ci reprendront en main l'exploitation de leurs propres ressources naturelles <sup>37</sup>.

### 3.b) Mécanisation de l'agriculture et commercialisation des produits

Dans notre analyse du progrès national, nous avons examiné le thème de l'efficacité technique en agriculture. Cette efficacité était bien vue en autant qu'elle s'appuyait sur une formation professionnelle accrue, une amélioration de l'outillage et la sauvegarde de la primauté de l'agriculture sur les autres industries. Nous étudierons ici les expressions qui traduisent une opposition directe à l'avancement technique et à la commercialisation des produits.

Les formulateurs de l'idéologie réalisent que l'agriculture québécoise commence à s'industrialiser à un rythme trop rapide. On constate, en particulier, que la production laitière sur une base extensive (spécialisation dans l'industrie laitière et fromagère) s'avère un insuccès parce que le fermier n'a pas une formation technique suffisante et ne dispose pas des ressources financières nécessaires <sup>38</sup>.

---

<sup>35</sup> Firmin Létourneau, *Histoire de l'Agriculture*, Montréal, Imprimerie Populaire, 1950.

<sup>36</sup> Esdras Minville, « Le réservoir de la race », op. cit., p., 276.

<sup>37</sup> Firmin Létourneau, *Histoire de l'Agriculture*, op. cit., et Antonio Perreault, op. cit., p. 78.

<sup>38</sup> Henri-Gaston Montigny, op. cit., p. 72.

On met encore en garde contre les fausses comparaisons entre l'agriculture et l'industrie, entre l'agriculteur et le travailleur salarié. Ce dernier jouira toujours d'une plus grande aisance matérielle, mais il doit en payer le coût social par les risques qu'il court à la ville. L'agriculteur vit plus modestement mais il est heureux et jouit de nombreuses compensations. On sent même à travers cette expression qu'il serait dangereux pour le cultivateur de trop valoriser le gain, l'argent et l'aisance matérielle car il risquerait ainsi de fonder son bonheur sur des objets provisoires et ambigus <sup>39</sup>. On conçoit cependant la nécessité de la commercialisation des produits agricoles par les organisations coopératives agricoles provinciales <sup>40</sup>.

### *g) L'exode de la jeunesse rurale*

[Retour à la table des matières](#)

L'exode de la jeunesse rurale est à la fois perçu comme une diminution de la force numérique de la nation et comme le résultat d'une transformation nocive de la mentalité. On ne jette pas le blâme sur l'émigrant car un certain nombre d'entre eux ont abandonné la terre parce qu'ils se sentaient incapables de s'y tailler une place au soleil. On regrette aussi l'échec des politiques gouvernementales, visant au rapatriement des émigrés. On entretient, enfin, peu d'espoir vis-à-vis la survivance du fait français chez les émigrants.

Les auteurs mentionnent toute une série de facteurs pour expliquer l'émigration rurale : a) l'imprévoyance et l'inhabileté des gouvernements ; b) les conditions économiques stagnantes de la campagne et progressives des villes ; c) l'esprit aventurier hérité des ancêtres ; d) le mépris du métier d'habitant et l'attrait des carrières urbaines ; e) le défaut d'économie, l'imprévoyance et la folie du luxe de la jeunesse, ainsi que des habitudes d'une vie trop large durant la guerre (1914) <sup>41</sup> ; f)

---

<sup>39</sup> Olivar Asselin, « L'industrie dans l'économie du Canada français », in *L'Action canadienne française*, Vol. XX, sept. 1928, p. 67.

<sup>40</sup> Alphonse Désilets, op. cit., p. 22.

<sup>41</sup> Abbé Georges-Marie Bilodeau, *Pour rester au pays...*, op. cit., p. 230.

le relâchement de l'autorité familiale ainsi que l'incapacité des mères de famille à assumer pleinement leurs rôles ; g) l'absence de conscience morale et patriotique ; h) l'ambition légitime des cultivateurs intelligents qui veulent améliorer leur sort économique <sup>42</sup>.

L'émigration rurale ne signifie pas seulement la perte de la vocation agricole et une diminution de l'emprise sur le sol, elle symbolise aussi la désaffection des cœurs et des esprits pour les vertus rurales. Car la ville produit un amoindrissement intellectuel et moral et elle aggrave les problèmes économiques et sociaux de la nation canadienne-française <sup>43</sup>.

Les promoteurs de l'idéologie condamnent la ville sans aucune réserve. Aussi proposent-ils tout un ensemble de remèdes pour détourner la jeunesse de l'envie d'abandonner la campagne. Ces remèdes s'attaquent aux conditions qui favorisent l'émigration. Les gouvernants et les chefs possèdent des responsabilités précises sur ce point ; la famille et le clergé sont désignés pour jouer un rôle de premier plan ; l'éducation de la jeunesse est le moyen privilégié pour enseigner aux jeunes les vertus de la vie rurale et les éléments essentiels d'un patriotisme éclairé. Quant aux problèmes économiques et techniques de l'agriculture, certaines solutions sont envisagées, à savoir : a) les cours d'agriculture, b) les coopératives agricoles, c) les expositions agricoles, d) le crédit agricole, e) les responsabilités aux jeunes <sup>44</sup>.

### *h) Conquête du sol et retour à la terre*

[Retour à la table des matières](#)

Un dernier élément complète les expressions idéologiques de la première période : la nécessité de la conquête du sol et du retour à la terre. Ces éléments apparurent à l'occasion de l'étude des autres thèmes ; aussi les examinerons-nous brièvement ici.

<sup>42</sup> Henri-Gaston Montigny, op. cit., p. 108 ; et Edmond de Nevers, op. cit., p. 22.

<sup>43</sup> « Le problème agricole » in *L'Action Française*, mai 1923, Vol. IX, p. 257.

<sup>44</sup> Alphonse Désilets, op. cit., pp. 24-25 ; et A.C.J.C., *Le Problème agricole...*, op. cit., p. 257.

La conquête du sol est un but en soi, relié au progrès économique et social de la nation. Elle permet d'agrandir le patrimoine, d'assurer l'autosuffisance, et d'affermir les vertus rurales. En ce sens, la colonisation est un remède à l'exode rural, une réponse agricole à l'industrialisation et à l'urbanisation <sup>45</sup>.

Quant au retour à la terre, il est perçu comme un remède à l'urbanisation. Il permet à tous ceux qui ont déserté les campagnes de retourner à leur vocation naturelle et première. Certains auteurs le conçoivent même comme un moyen pour restaurer l'équilibre, comme un apostolat.

### *i) Conclusion*

[Retour à la table des matières](#)

Durant la première période, l'Église fut le plus puissant interprète de la conscience nationale québécoise. S'appuyant sur son histoire et sur les leçons universelles du passé et de la tradition chrétienne, les chefs religieux proposeront des objectifs unitaires qui mettent en valeur la foi catholique, la langue française, la vocation agricole, les vertus rurales. Cette idéologie catholico-nationaliste est la résultante de deux séries de facteurs : a) une situation de conflit qui fut créée par la conquête anglaise et qui place les Canadiens français dans une position minoritaire. Le conquérant excelle dans les affaires et l'industrie. Le seul moyen pour les Canadiens français de survivre et de conquérir leur indépendance économique est d'exploiter la terre et d'agrandir leur patrimoine ; b) une structure sociale de type traditionnel à l'intérieur de laquelle l'Église est l'institution dominante et ses prêtres sont les principaux définisseurs de situation et chefs de file. Ces derniers choisiront, dans la situation globale, un des éléments (la religion) afin d'imposer à la société toute entière une définition cohérente des fins nationales et des techniques d'action pour les réaliser.

---

<sup>45</sup> Edmond de Nevers, op. cit., pp. 223-225 ; et Mgr Paul-Eugène Roy, op. cit., p. 206.

## ***B. La structure sociale***

### ***a) La base de l'agriculture c'est la ferme familiale vivrière***

[Retour à la table des matières](#)

Nous citons l'analyse que nous présentions dans un article récent de ce type de famille et de ce type d'entreprise artisanale. Essentiellement, la famille traditionnelle canadienne-française est une société patriarcale et une unité économique auto-suffisante <sup>46</sup>.

*1° La famille traditionnelle est une société patriarcale*

1.a) *La communauté familiale* : un des traits dominants de la famille traditionnelle, c'est qu'elle constitue une communauté de type patriarcal. C'est une communauté puisqu'il existe un fort degré d'identification et de solidarité entre tous les membres, que ceux-ci entretiennent entre eux des relations intimes et soutenues, qu'ils s'inspirent des mêmes valeurs et qu'ils poursuivent les mêmes objectifs. Ce groupe familial, composé du père et de ses enfants mariés de sexe masculin, est dirigé par le grand-père qui est à la fois chef de la famille et gérant de l'entreprise agricole. Ces fonctions de direction et de gérance ne sont pas dissociables puisqu'elles sont remplies simultanément, qu'elles sont orientées en fonction d'objectifs qui se confondent et qu'elles lient essentiellement les mêmes individus.

1.b) *La direction du chef* : en tant que chef de la famille <sup>47</sup>, il a fait un long apprentissage de l'obéissance. Il a lui-même été soumis aux directives et à la volonté de son père jusqu'à sa mort et il a acquis son

---

<sup>46</sup> Marc-Adéland Tremblay, « Modèle d'autorité dans la famille canadienne-française », *Recherches Sociographiques*, VII, 1-2, 1966, pp. 215-230. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

<sup>47</sup> Lui étaient soumis : sa femme, ses frères et ses sœurs qui vivaient avec lui, ses filles, ses fils mariés qui vivaient sous son toit, ainsi que les enfants nés de ces mariages.

statut d'autorité après avoir pleinement démontré ses capacités par son esprit de travail et d'initiative et par son habileté à faire fructifier le bien familial. Le patriarche tient son autorité de Dieu. Ses directives sont tenues pour sacrées et elles ne sont pas discutées : elles sont conçues en fonction d'objectifs de longue période plutôt qu'elles ne s'inspirent de désirs de courte visée ; elles subordonnent les volontés et les intérêts de chacun des membres à ceux de la collectivité familiale toute entière ; elles engagent pleinement. C'est le chef qui décide comment la famille assumera ses fonctions, non seulement en vue de la subsistance économique et du bien-être, mais surtout en vue de la socialisation des membres et de l'insertion de la grande famille dans la communauté paroissiale. Dans ce système, établi par la tradition, tous les membres de la maisonnée sont soumis au chef qui définit le travail, gouverne les activités et administre le bien.

1.c) *La subordination de l'épouse* : la femme est entièrement soumise au chef et prend peu de décisions personnelles même par rapport aux fonctions qui relèvent de sa compétence. Elle assume la direction des travaux domestiques ainsi que l'éducation des jeunes et de ceux qui ne sont pas encore capables de travailler aux champs. L'attention qu'elle accorde aux enfants est strictement fonctionnelle, surtout lorsqu'ils sont jeunes. La fonction spécifique de l'épouse du chef inclut l'ensemble des travaux domestiques, y compris le soin d'un jardin potager et le travail des champs à l'occasion des moissons d'été et d'automne. C'est par rapport à ces activités que son efficacité est jugée, qu'elle acquiert un prestige dans la communauté. Dans ses relations d'intimité avec son mari, elle accepte ses avances avec docilité et patience. Un simple refus de sa part pourrait être qualifié d'insubordination et jugé comme un manquement sérieux à ses devoirs d'épouse.

Même si l'ensemble des travaux domestiques accaparent une grande partie du temps de l'épouse du chef de famille <sup>48</sup>, c'est en tant

---

<sup>48</sup> La division du travail entre les deux sexes dans cette société familiale assigne l'ensemble des travaux domestiques à la femme (entretien de la maison, cuisson des repas, fabrication des tissus, confection des vêtements y compris le linge de lit, décoration de la maison, lessive, etc.) ainsi que le jardinage, le soin des poules, la responsabilité de la laiterie. On trouvera dans la monographie de Nora Dawson sur l'île d'Orléans une excellente documentation sur les genres de tissus et de vêtements, les types de cuisine et la grande variété des

que mère et éducatrice des enfants qu'elle s'épanouit et qu'elle établit des liens d'amitié et d'affection entre elle et eux <sup>49</sup>. On peut soumettre l'hypothèse que c'est elle qui crée le climat de sécurité psychologique au foyer par son affection et son équilibre. Elle apprendra petit à petit à ses filles les techniques de son occupation et tous les aspects de son rôle sans toutefois leur enseigner les secrets de la reproduction. Dans ce type de société, la chasteté prémaritale est si hautement valorisée qu'on évite, devant les enfants et adolescents, les gestes et les conversations qui seraient de nature à éveiller, pense-t-on, leur curiosité. L'initiation sexuelle de la jeune fille est laissée à son futur mari. Celui-ci s'acquittera de cette responsabilité à sa façon, car en ce domaine, comme dans tous les autres, sinon davantage, l'homme est le maître incontesté.

1.d) *Les rôles des enfants* : les garçons sont sous la tutelle immédiate du père qui leur apprendra les métiers de la terre selon une succession des travaux qui correspond aux saisons de l'année. Dans cet apprentissage, les frères aînés jouent un rôle ancillaire de surveillance.

Les enfants sont soumis à leurs aînés : lorsqu'ils reçoivent un ordre, ils s'empressent de l'exécuter. Toute négligence de leur part peut entraîner de sévères remontrances et des punitions corporelles. Toute initiative personnelle doit être approuvée par une permission expresse, en particulier les activités extra-familiales, les sorties hors du foyer et, à plus forte raison, les voyages en dehors de la communauté et les décisions de quitter le toit familial. Si c'est la mère qui s'occupe des disputes et des petits accrochages entre les enfants, c'est le père qui règle les conflits sérieux entre les membres de la maisonnée. C'est lui aussi qui régit les relations qu'entretient sa famille avec les autres familles de la paroisse. Il évalue les situations, juge les individus et leurs intentions, prend les décisions favorables à la communauté familiale qu'il dirige.

---

travaux domestiques dans la société traditionnelle ; voir *La vie traditionnelle à Saint-Pierre*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1960.

<sup>49</sup> On peut affirmer avec Guy Rocher que : C'est par la puissance des liens affectifs qu'elle (la mère) régit la communauté familiale, sous l'autorité officielle du père, « Les modèles et le statut de la femme canadienne-française », *Images de la femme dans la société*, Paris, Éditions Ouvrières, 1964, p. 201. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

2° *La famille est une unité socio-culturelle auto-suffisante*

Le caractère patriarcal de la communauté familiale est étroitement lié à son auto-suffisance économique et sociale.

2.a) *Un régime économique à caractère domestique* : la famille est une véritable unité économique qui produit l'ensemble des biens et des services nécessaires à la subsistance de ses membres. Si les activités productrices de la ferme sont polyvalentes, elles sont avant tout vivrières, c'est-à-dire centrées sur les besoins domestiques. Cette adéquation entre les biens produits et les besoins de consommation nécessite un sens de la prévoyance qui s'exprime par l'accumulation des biens selon la richesse des lieux et l'abondance des saisons. Le patrimoine familial est ici la notion centrale, le fondement même de l'organisation économique et familiale. La liaison entre le bien et la famille est visible non seulement dans la répartition des tâches domestiques et leur importance relative selon les saisons, mais aussi dans l'évolution des possessions familiales et le système de transmission du bien.

On peut considérer l'entreprise agricole comme un atelier coopératif. Les surplus de production sont vendus ou échangés, et l'argent accumulé est thésaurisé pour l'achat de nouvelles terres qui représentent le principal bien d'investissement. Un seul enfant de sexe masculin accédera à la direction du groupe et héritera de ce patrimoine selon des normes de responsabilité bien définies. Le bien familial doit pourvoir à l'éducation et à la dot des filles si elles se marient ; il doit permettre de placer le plus grand nombre d'enfants sur des terres existantes ou à défricher ; il doit permettre de faire apprendre aux autres enfants un métier rural (charpenterie, menuiserie, travaux de forge, etc.) ; il doit enfin permettre de faire entreprendre des études classiques à quelques rares privilégiés qui se préparent à devenir prêtres ou religieux. La transmission du bien à l'intérieur de la famille assure la continuité entre les générations terriennes et permet d'aider les vieux et ceux qui sont incapables de subvenir à leurs besoins. Le système d'héritage facilite, au moins dans le cas de propriétés d'une certaine superficie, l'apprentissage et l'orientation professionnelle des autres membres de la famille. Quant à l'école, elle est l'endroit où l'on apprend à écrire, à lire et à compter. Seules les jeunes filles pourront

poursuivre leurs études ; elles seront, de ce fait, en mesure de mieux assumer leurs responsabilités ménagères et intellectuelles au foyer.

2.b) *Un univers de pensée et d'existence* : la famille est également une cellule sociale à l'image de la société globale. À ce titre, elle constitue un véritable univers de pensée et d'existence. Étant donné l'homogénéité culturelle relative du Canada français <sup>50</sup>, la participation des membres dans cet univers social restreint s'inspire des principes ordonnateurs de la structure sociale plus vaste qui découlent d'une idéologie unitaire. L'homogénéité dans les profils de valeurs se traduit encore par l'inexistence de couches sociales, par l'appartenance à une même Église, par la soumission spontanée au père-curé <sup>51</sup>, finalement par l'importance de l'institution familiale pour l'enculturation des membres. C'est par et à travers la famille que l'enfant s'insère graduel-

---

<sup>50</sup> Tant et aussi longtemps que des travaux ethnographiques d'importance n'auront pas été entrepris pour reconstituer l'histoire de l'emprunt culturel au Canada français (foyers culturels et groupes donateurs, routes de diffusion, acceptation différenciée des items culturels proposés à l'assimilation selon les régions géographiques, les transformations techniques parallèles ou dissemblables des items, etc.) afin de déterminer l'importance relative des apports culturels européens et amérindiens. et tant et aussi longtemps que le Canada français n'aura pas fait l'objet d'études ethnographiques systématiques, dans diverses régions, afin d'établir un profil culturel d'ensemble qui tienne compte de la perspective spatio-temporelle, il nous faudra accepter provisoirement la notion courante que le Canada français constituait alors une seule aire de culture. Nous venons tout juste d'entreprendre une étude de longue haleine sur la Côte-Nord dans le but d'apporter des éclairages nouveaux sur cette question. Voir Marc-Adélar Tremblay et al., *Changements socio-culturels à Saint-Augustin : une contribution à l'étude des isolats de la Côte-Nord*, Québec, Centre d'Études Nordiques de l'Université Laval, 1966, 365 p., manuscrit ; en particulier, l'Introduction qui définit le cadre de référence et le modèle opératoire. [Voir les œuvres de l'auteur disponibles dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

<sup>51</sup> L'autorité du curé est de type paterfamilias. Il est un des seuls définisseurs de situations, c'est-à-dire qu'il est l'interprète de la tradition et des situations novatrices. Ses directives perméabilisent tous les secteurs socio-culturels et sont contraignantes. Rares étaient ceux qui osaient lui désobéir d'une façon manifeste ou contester publiquement les attributions liées à sa fonction. Pour une analyse de l'institution paroissiale qui s'incarne dans le curé, voir Jean Charles Falardeau, « The Parish as an Institutional Type », *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, XV, no 3, August 1949, pp. 353-367.

lement dans les divers groupes d'appartenance. Elle est le lieu privilégié d'où rayonnent les autres allégeances successives : parenté, voisinage, paroisse et région. D'autre part, le cadre parental plus large, constitué des parents en ligne directe et collatérale jusqu'à trois générations et s'étendant jusqu'aux petits cousins, conditionne et règle les modèles d'entraide et le style des visites et des récréations. D'ailleurs, le passage du travail à la détente est parfois imperceptible <sup>52</sup>. En bref, l'individu est avant tout membre d'une famille qui régleme et oriente ses activités productives, sociales et récréatives en s'inspirant du calendrier liturgique et de rites traditionnels associés aux grandes étapes de l'existence.

### *b) L'organisation technique de la production*

[Retour à la table des matières](#)

Seuls les éléments les plus importants de l'organisation technique de la production retiendront notre attention.

#### *1° L'apparition de l'industrie laitière*

Même si, durant toute la période, le cultivateur québécois pratique une agriculture d'auto-suffisance, il se produit, vers 1890, un changement technique important : l'apparition de l'industrie laitière. L'outillage demeurera rudimentaire et de type traditionnel mais le système de production sera réorganisé en fonction de la production du lait. C'est ainsi qu'on introduira le système de rotation dans la culture (cultures de grains et de céréales, prairies et pâturages). La vente du lait pour la fabrication du beurre et du fromage apportera au cultivateur des revenus monétaires. Il se construira à travers la province des beurreries dans presque tous les villages. Celles-ci sont opérées et gérées sur une base coopérative. Un certain nombre de ces coopératives agricoles ont été efficaces puisque à l'exposition nationale de Toronto de 1917, la Société Coopérative des Fromagers de la Province de Québec a rem-

---

<sup>52</sup> Les semailles, les épluchettes, les corvées, le broyage du lin, les travaux « d'échiffage », le filage de la laine, les boucheries, la cueillette des petits fruits, etc., sont autant d'événements qui permettent de se détendre tout en travaillant.

porté vingt prix sur vingt-six. Mais, règle générale, même si l'agriculture connaît un certain regain de vie et de prospérité, dans l'ensemble les producteurs continuent à pratiquer une agriculture d'auto-subsistance et, en parallèle, une agriculture commerciale qui demeure complémentaire.

### *2° Le rôle subsidiaire de l'industrie forestière*

Dès la première décennie du XXe siècle, l'industrie forestière acquiert de l'importance au Québec et concourt à apporter des revenus monétaires aux cultivateurs. À cette époque les lots de ferme sont encore boisés ainsi que les lots des paroisses nouvellement colonisées. L'agriculteur du Québec trouvera dans cette industrie une source additionnelle de revenu. Plus importante encore, l'agriculture et la forêt vont devenir deux industries complémentaires. On profitera des temps creux de la production agricole pour s'adonner à la coupe du bois. Au surplus celle-ci n'exige pas d'autres outils que ceux qui servent déjà sur la ferme. L'argent gagné dans la forêt servira à accroître l'outillage de la ferme, à acheter des animaux et à améliorer les productions agricoles.

### *c) L'ouverture des paroisses de colonisation*

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire de la colonisation au Québec est à construire. Elle est intimement liée à l'industrialisation et aux grandes vagues d'émigration tant dans les États de la Nouvelle-Angleterre et dans l'Ouest canadien que vers les villes. Il n'est même pas dans notre intention d'en esquisser les grandes lignes ici. Nous nous bornerons à souligner ici les faits historiques les plus importants.

Les terres de la plaine du Saint-Laurent étaient devenues incapables d'absorber le surplus de la population rurale. Étant donné la grandeur des terres et le mode de transmission des biens (un seul héritier), étant donné aussi l'absence d'industries rurales, les jeunes ruraux se sont vus obligés de quitter la campagne pour aller vers les centres in-

dustriels de l'Est américain et du centre canadien. Déjà le mouvement s'amorçait vers 1830, prit de l'ampleur en 1840 et s'accéléra jusqu'à la fin du siècle. Les meneurs d'alors interprétèrent ce vaste mouvement comme une saignée de la nation et proposèrent des remèdes au niveau gouvernemental, paroissial et familial. Il ne faut toutefois pas concevoir l'émigration de la jeunesse rurale du Québec comme un phénomène unique. Ce fut un mouvement d'envergure nationale et même internationale, étroitement lié à l'industrialisation et à la croissance urbaine.

Les pressions se firent de plus en plus nombreuses sur les gouvernements pour qu'ils adoptent des politiques afin d'enrayer ce fléau. C'est ainsi qu'en 1852 on institua un embryon de Ministère de l'Agriculture et durant les années 80, un ministère de colonisation (Mercier). Les gouvernements ont favorisé durant cette période (jusqu'aux années 1940 lorsque l'idée même fut contestée de toutes parts) toute une série de politiques d'aide et de mesures généreuses visant à susciter l'établissement des colons sur les lots. Malheureusement, ces politiques furent élaborées, au petit bonheur, au gré des pressions et des expériences et furent, très souvent, éphémères. Par exemple, en 1890, une loi accorde un lot gratuit de 100 acres à tout père de famille ayant douze enfants ou plus. Quelque quinze ans plus tard (1905) cette loi est abrogée ainsi que plusieurs autres ayant été en vigueur jusqu'à ce moment-là.

Les sociétés de colonisation apparaissent vers 1880. Les prêtres-colonisateurs, dont le curé Labelle est sans doute le mieux connu, groupent des familles et vont ouvrir de nouvelles paroisses dans les territoires inoccupés. C'est ainsi qu'on colonisera l'Abitibi, le Nord de Montréal, le Lac Saint-Jean et les hauts plateaux de la région du Bas Saint-Laurent. Pour indiquer l'ampleur de ce mouvement, on peut noter la tenue de congrès de colonisation à Montréal en 1883 et 1898, à Saint-Jérôme en 1905, à Chicoutimi en 1919 et à Québec en 1923. Dans les territoires nouvellement défrichés, on constitue des paroisses à l'image de celles qu'on a laissées derrière soi, avec la même organisation sociale et la même mentalité. Plusieurs événements, situations (problèmes économiques, climat, isolement), et déficiences (transport) sont à l'origine du demi-succès de cette épopée canadienne-française. Elle souligne tout de même l'ampleur des problèmes économiques à la

campagne durant cette période ainsi que l'emprise de l'idéologie agri-  
culturiste, colonisatrice et ruraliste sur les populations rurales.

## 2. Deuxième période : 1930-1939

### A. l'idéologie dominante

[Retour à la table des matières](#)

« Tel que nous l'avons prédit, la ville a ruiné économiquement et  
moralement les émigrants. S'ils veulent retrouver leur dignité pre-  
mière, ils doivent revenir vivre sur des terres. »

Il n'y a aucun doute, l'idéologie de la première période, qui fut  
contestée surtout durant les premières décennies du XXe siècle à la  
suite de l'industrialisation naissante et de l'urbanisation progressive de  
la Province, est renforcée au moment de la récession économique. Les  
chefs de file profitent de la crise pour réaffirmer la primauté des va-  
leurs rurales et de la vocation agricole comme condition de la survie  
de la nation canadienne-française <sup>53</sup>. Ils invitent tous ceux qui se sont  
laissés entraîner par la ville et par une carrière industrielle à revenir  
aux sources, à réorienter leur vie en fonction des objectifs nationaux.  
Ils appuient leur argumentation sur l'échec incontestable du mouve-  
ment urbain et industriel. En plus de dissocier les Canadiens français  
des valeurs de leur culture d'origine, la ville et l'usine ont créé de tou-  
tes pièces toute une série de problèmes sociaux et moraux et ont placé  
les travailleurs salariés devant l'incapacité de gagner leur vie (chô-  
mage) et les ont acculés à la faillite. Devant le caractère aigu de ces  
faits et circonstances, l'urbain d'origine terrienne n'a vraiment pas  
d'autre choix que de réparer ses erreurs en renouant les liens qui l'as-  
sociaient naturellement à la terre. Ces événements doivent aussi servir  
d'avertissements à ceux qui sans céder à l'impulsion de l'émigration  
urbaine l'ont envisagé. Les curés-colonisateurs sont consacrés dans

---

<sup>53</sup> J. Dumont, « La Semaine Sociale de Rimouski », *Action Nationale*, septembre  
1933, pp. 56-56.

leur mission apostolique de diriger le mouvement du retour à la terre et d'édifier de nouvelles colonies à l'image -des villages et des paroisses établis dans la plaine du Saint-Laurent et le long des deux rives du fleuve.

Nous examinerons, dans le même ordre, les thèmes et les expressions idéologiques : la survie de la nation, la vocation agricole, les vertus rurales, le fait catholique et français, l'éducation familiale, scolaire et paroissiale, l'efficacité technique, l'industrialisation et l'urbanisation, le retour à la terre et la conquête du sol, la crise économique et industrielle et le syndicalisme agricole.

### *a) La survie de la nation*

[Retour à la table des matières](#)

Il est un fondement universel au bonheur et à la prospérité, c'est la pratique religieuse et la vocation agricole. Seules les communautés qui respectent ces tendances naturelles peuvent aspirer à la survie. Les Québécois devront imiter les nombreuses communautés d'hommes qui ont survécu : ils devront sauver la religion catholique et l'agriculture et combattre l'éblouissement suscité par une ère de prospérité (dû à la naissance de l'industrie). Ils sauveront ainsi les valeurs les plus fondamentales du peuple québécois <sup>54</sup>.

L'idée de vocation particulière persiste. Elle est liée au thème de l'enracinement des Canadiens français à la paroisse rurale qui conserve les institutions et les traditions et qui constitue la puissance morale du peuple. Le salut réside donc dans une « forte race de cultivateurs enracinés au sol » <sup>55</sup>.

Un thème idéologique acquiert une nouvelle importance : c'est celle de la survie de la nation par le développement du sens patrioti-

---

<sup>54</sup> Jean Bergeron, *Loi morale et pain quotidien*, Montréal, Lévesque, 1932, p. 59.

<sup>55</sup> Léon Gérin, « La paroisse rurale » in *L'Action Nationale*, déc. 1939, Vol. XIV, pp. 226-231.

que et du nationalisme éclairé. Celui-ci et celui-là doivent s'inspirer du catholicisme et de l'appartenance française. En général, les objectifs nationalistes sont aussi moins défensifs et plus positifs que durant la première période <sup>56</sup>.

On déplore l'affaiblissement de l'esprit français, le manque de confiance en soi des Canadiens français et l'incapacité de l'école rurale à enseigner la piété patriotique. On avance aussi l'idée que la langue française doit demeurer un trait ethnique distinctif et un élément qui inspire le patriotisme. On condamne enfin l'esprit matérialiste de la civilisation américaine. Le nationalisme canadien-français doit se vouer au service de quelques grands intérêts. Ça ne doit pas être un nationalisme individualiste et abusif qui forcerait les Canadiens français à sortir de leur rôle et à rêver l'écrasement des autres groupes nationaux.

### *b) La vocation agricole*

[Retour à la table des matières](#)

Les fabricateurs de l'idéologie profitent de la crise économique pour relancer l'idée de la vocation agricole des Québécois. À leur point de vue, l'agriculture demeure l'industrie fondamentale qui appuie toutes les autres <sup>57</sup>. La vocation agricole, telle qu'elle est vécue, présente des faiblesses. Aussi est-il nécessaire de la vivifier et de renouveler la mentalité des agriculteurs pour que ceux-ci s'inspirent encore davantage des principes patriotiques, religieux et sociaux qui les garderont dans leur profession. On assurera ainsi la vitalité du capital humain, si essentiel à toute oeuvre de civilisation. Plusieurs moyens s'offrent à l'homme d'action pour assurer le succès à ce renouveau agricole. Les plus essentiels consistent à édifier une élite agricole

---

<sup>56</sup> Hermas Bastien, *Conditions de notre destin national*, Montréal, Lévesque, 1935, p. 79.

<sup>57</sup> Jean Bergeron, *Loi morale et pain quotidien*, op. cit., p. 122 ; et Mgr Camille Roy, *Pour conserver notre héritage français*, Montréal, Beauchemin, 1937, p. 178.

nombreuse, améliorer les techniques de production, créer des organisations professionnelles spécialisées, suivre les conseils des agronomes, amorcer un nouveau mouvement de colonisation et agir sur le gouvernement pour qu'il énonce des politiques agricoles adéquates <sup>58</sup>.

*c) Les vertus rurales* <sup>59</sup>

[Retour à la table des matières](#)

L'évolution économique et industrielle de la Province a affaibli, chez les habitants ces qualités fondamentales qui ont fait d'eux une « race exceptionnelle ». Le temps est venu de rappeler les gens à la raison, de faire renaître l'âme paysanne dont les assises demeurent le sens du devoir, l'esprit d'économie, l'amour du travail, la persévérance, la frugalité, l'indépendance, le sens de la prévoyance, et ainsi du reste. On veut restaurer cette loi morale des paysans, la consolider en prêchant l'amour du travail, l'économie traditionnelle et la modération dans les plaisirs <sup>60</sup>.

*d) Le fait catholique et français*

C'est en postulant qu'elle est la gardienne de la foi et des valeurs religieuses et que ses fonctionnaires sont les promoteurs de la morale et des pratiques religieuses que l'Église interviendra en 1937 dans une lettre pastorale collective pour analyser les causes du problème rural et suggérer les remèdes appropriés <sup>61</sup>. C'est le document qui traduit le

---

<sup>58</sup> Voir, en particulier, Père L. Gauthier, « Sermon », *Les Semaines Sociales du Canada*, Session 12, (Le problème de la terre) 1933, p. 297 et suivantes.

<sup>59</sup> Georges Bouchard, *La Renaissance campagnarde*, Montréal, Lévesque, 1935, p. 13.

<sup>60</sup> Jean Bergeron, op. cit., pp. 100-101 ; et Philippe Perrier, L'Église et la terre ». *Les Semaines Sociales du Canada*, Session 12, 1933, p. 265.

<sup>61</sup> Lettre pastorale collective, *Le problème rural*, Ottawa, Action catholique, 1937.

plus fidèlement les liaisons étroites qui existent entre la survie de la nation, la vocation terrienne et la mentalité rurale <sup>62</sup>.

La lettre pastorale examine les problèmes de l'agriculture et de l'ordre social rural sous l'angle du catholicisme. Deux dangers menacent la vie rurale : la désaffection générale pour le métier d'habitant et l'exode rural.

On doit recourir à plusieurs facteurs pour expliquer le désintérêt prononcé pour la vie rurale et le métier d'habitant. Tout d'abord, la jeunesse a été séduite par la multiplicité des emplois plus rémunérateurs dans l'industrie (les mines, les chantiers, l'usine). Parallèlement à cet attrait, on a l'impression plus ou moins consciente que c'est de mauvais gré qu'on se résigne à être et à demeurer cultivateur. Finalement, la consommation ostentatoire des urbains impressionne les ruraux. Poussés par la vanité, par le désir de suivre la mode et de profiter des plaisirs que promet la ville, les ruraux ne veulent plus vivre une existence laborieuse et austère.

C'est beaucoup plus un état d'âme que la crise économique qui a occasionné la désertion massive des campagnes et réduit à moins de 33% le nombre des cultivateurs québécois. Tout un ensemble de conditions convergentes ont créé cette situation : 1) le cultivateur place son métier au bas de l'échelle sociale ; 2) le cultivateur souffre d'isolement social ; 3) le spectacle de l'ouvrier des villes qui se divertit et qui, par ses réclamations, obtient un meilleur sort, déprime le cultivateur et, 4) les hommes d'État et les chefs de file ne se préoccupent guère de la classe agricole. Rares sont les lois qui les favorisent.

Les évêques préconisent trois remèdes pour freiner l'aliénation professionnelle des cultivateurs : 1° embellir l'estime de la classe agricole ; 2° rehausser les niveaux d'instruction ; 3° établir des associations professionnelles.

---

<sup>62</sup> Voir également, S.É. le Cardinal Rodrigue Villeneuve, « Allocution », *Les Semaines Sociales du Canada*, Session 12, 1933, pp. 289-290.

*1° Embellir l'estime de la classe agricole*

Il est nécessaire de restaurer chez l'homme des champs le sentiment de la dignité de sa profession et de le protéger des idées subversives. Concrètement, cela veut dire que le cultivateur ne doit pas écouter les prêcheurs d'un égalitarisme illusoire et éviter le découragement qui porterait ses fils à désertir la profession paternelle. Finalement, c'est la mère qui doit rendre la vie à la campagne intéressante, en parlant de la profession avec attachement, en participant dans les mouvements agricoles féminins et en maintenant au foyer une atmosphère rurale et chrétienne.

*2° Rehausser les niveaux d'instruction*

Il faut que les parents s'appliquent à créer au foyer un climat moral qui assurerait à leurs enfants le culte de la vertu et de l'instruction. De la même manière l'école doit posséder une teinte rurale en instituant des cours sur les arts domestiques et ménagers. Les instituteurs, les inspecteurs et le clergé doivent sans cesse prêcher les avantages concrets ainsi que l'importance nationale de la vie rurale. Quant aux manuels et aux leçons, ils doivent rendre le jeune rural fier de sa condition. Il faut multiplier les écoles moyennes d'agriculture afin de permettre à la jeunesse campagnarde d'acquérir la science de son milieu naturel.

Le système d'instruction générale fait l'objet de critiques. On déplore chez les cultivateurs un profond désintéressement pour l'instruction. On déplore l'incompétence des maîtres et des commissaires d'école. On affirme la nécessité de rehausser les niveaux de scolarité des ruraux afin de leur permettre de résoudre leurs problèmes.

*3° Établir des organisations professionnelles*

Les avantages de l'organisation professionnelle sont fort nombreux. La coopération protège les associés contre leurs propres tentations et contre la concurrence malhonnête des autres. La formule d'union proposée par la sociologie catholique est fondée sur l'exploitation familiale. Cette organisation professionnelle c'est l'U.C.C.

(l'Union Catholique des Cultivateurs). Il faut que son influence soit de plus en plus rayonnante afin d'assurer aux paysans une représentation politique plus suivie et une meilleure défense collective de leurs droits. Elle verra à la création et au développement de coopératives de crédit et d'assurance. Elle cherchera à mettre en échec les spéculateurs et affaiblir la force des trusts. Elle veillera à créer une conscience plus éclairée du devoir professionnel des cultivateurs.

L'association professionnelle des cultivateurs remplira ses fins en autant que l'État et l'Église joueront leurs rôles respectifs. Quand l'État se croit obligé de réglementer les institutions professionnelles recommandées par les Papes, il doit le faire en respectant la liberté des individus et l'initiative privée. Quant à l'Église, elle doit veiller à ce qu'il n'y ait pas, même au plan de l'économique, de scission entre le matériel et le spirituel.

### *e) L'éducation familiale et scolaire*

[Retour à la table des matières](#)

Comme c'était d'ailleurs le cas durant la première période, la mère de famille est celle qui assume l'éducation des enfants dès leur bas âge <sup>63</sup>. Étant la première éducatrice, elle doit rendre le foyer attrayant, et faire aimer la terre et le métier d'habitant à ses enfants. Le problème du retour à la terre est d'abord et avant tout un problème féminin.

Le rôle primordial de l'école rurale, c'est de former la mentalité paysanne. L'école primaire doit poursuivre deux buts. Elle doit apprendre à lire, à compter et à écrire et à fournir l'instruction religieuse, la plus importante de toutes. Elle doit également préparer au métier d'agriculteur <sup>64</sup>.

---

<sup>63</sup> Philippe Perrier, op. cit., p. 263.

<sup>64</sup> Abbé Georges-Marie Bilodeau, Le vrai remède : étude sur la crise actuelle, Québec, *L'Action Sociale*, 1931, p. 57.

### *f) L'efficacité technique*

[Retour à la table des matières](#)

Les Semaines Sociales se prononcent définitivement pour l'efficacité technique soit, l'amélioration des méthodes de production et le rehaussement du niveau de vie des cultivateurs. On est d'avis que c'est à ce compte qu'on réussira à surmonter les effets néfastes de la récession économique.

Par ailleurs, l'idéologie cléricale demeure majoritaire. Le clergé, en général, semble encore très attaché aux valeurs et coutumes traditionnelles et se prononce contre l'avancement technique. Il considère que c'est une évolution technique mal contrôlée qui est à l'origine de la crise des années 30 qui amena la famine et diminua le nombre des cultivateurs.

### *g) Les méfaits de l'industrialisation et la condamnation de la ville*

Déjà les attitudes négatives vis-à-vis l'efficacité technique nous laissaient entrevoir une condamnation de l'industrialisation globale de la province (qui fut trop hâtive) et de la mécanisation de l'agriculture <sup>65</sup>. Puisque l'industrialisation effrénée fut la cause majeure de la crise économique, on favorise la petite industrie seulement qui est considérée comme plus morale et plus personnelle. Elle favorise aussi les domaines et les industries connexes à l'agriculture. C'est pourquoi les agriculteurs doivent cesser d'imiter les industriels et revenir à l'agriculture d'autosuffisance, seule forme d'économie stable.

On juge que l'industrialisation de la province fut trop hâtive et qu'elle a suscité des répercussions indésirables sur l'agriculture. D'abord les villes ont poussé trop vite. Elles ont été, de ce fait, des mangeuses d'hommes tandis que la terre est une productrice d'hom-

---

<sup>65</sup> Jean Bergeron, op. cit., pp. 29-30, 63-64.

mes. La croissance des villes a créé la mentalité urbaine et le progrès matérialiste, a favorisé le transport rapide et le tourisme qui ont compromis le maintien des traditions. La logique interne du système entraînera la condamnation de la ville et de l'urbanisation <sup>66</sup>.

### *h) Le retour à la terre et la conquête du sol*

#### [Retour à la table des matières](#)

L'exode rural fut une erreur historique. Maintenant que ses méfaits sont visibles, il s'agit d'organiser le retour des fils égarés <sup>67</sup>. Le retour à la terre est le premier des remèdes humains à la crise économique, il est la seule voie pour que le Canadien français retrouve sa dignité première. Ce retour à la terre doit s'effectuer selon certaines modalités. La première c'est que les individus reviennent vivre sur une ferme d'étendue moyenne et qu'ils pratiquent une agriculture polyvalente d'auto-consommation. Une autre condition essentielle à un bon retour c'est la disparition de l'urbanisme mental et l'apparition des vertus rurales entre autres le sens de l'économie et l'amour du travail. Finalement les gouvernements doivent aider financièrement ceux qui reviennent s'établir sur une ferme en leur consentant des prêts <sup>68</sup>.

On conçoit enfin tout un ensemble de procédés qui accroîtraient l'efficacité du mouvement du retour à la terre. Il faudrait : 1) favoriser de fortes associations ouvrières qui contrôlent l'accès aux villes et aux postes industriels ; 2) garder à la campagne la population qui y vit déjà ; 3) redonner la primauté et les traitements de faveur à l'agriculture et 4) décongestionner les villes par la colonisation <sup>69</sup>.

<sup>66</sup> R.P. L. Gauthier, « Sermon », *Les Semaines Sociales du Canada*, Session 12, 1933, p. 293, et p. 300.

<sup>67</sup> Abbé Georges-Marie Bilodeau, *Le vrai remède*, op. cit., p. 20.

<sup>68</sup> Georges Bouchard, *La renaissance*, op. cit., p. 200.

<sup>69</sup> R.P. Alexandre Dugré, S.J., « La leçon de nos centenaires », in *L'Action Nationale*, Vol. IV, sept. 1934, p. 44.

### *i) La crise économique*

[Retour à la table des matières](#)

Les fabricateurs de l'idéologie profitent de la crise économique pour inciter la nation québécoise à retrouver sa vocation première, à savoir sa vocation spirituelle et agricole. On identifie peu ou pas les facteurs économiques et politiques qui sont à l'origine de la récession économique. On la conçoit plutôt comme la conséquence d'un aveuglement momentané suscité par un engouement pour l'industrie <sup>70</sup>. Les agents responsables de celle-ci sont la classe agricole, qui s'est orientée sans préparation vers l'agriculture commerciale et qui a surpeuplé les villes, la grande industrie et la presse commercialisée. Si la classe agricole veut retrouver la paix du cœur et la sécurité économique, elle doit expier et pratiquer les vertus rurales <sup>71</sup>.

Comme tout mouvement idéologique qui subit une crise, les définisseurs de la situation identifient un certain nombre de causes spécifiques et suggèrent des remèdes devant redresser la situation. Quatre facteurs expliquent cette crise qui bouleverse l'ordre social. Ce sont : une méconnaissance de l'ordre naturel, le rejet de la vie rurale, la surindustrialisation et l'absence de politiques gouvernementales.

Le système idéologique suggère un ensemble de redressements. Il faut, en tout premier lieu, réinstaller le règne de Dieu, réformer les mœurs et porter attention à la vieille doctrine catholique. En second lieu, il faut retrouver intégralement la vocation agricole. La preuve est maintenant établie : le délaissement de l'agriculture a engendré bien des maux. L'organisation de l'agriculture, le retour à la terre, la création d'industries domestiques et l'habitude de l'économie sont autant de pratiques nécessaires à la restauration de l'ordre rural.

---

<sup>70</sup> M. Dugré, « Allocution », *Les Semaines Sociales du Canada*, Session 12, p. 270.

<sup>71</sup> Jean Bergeron, op. cit., pp. 25-26 et p. 40.

## *B. La structure agricole*

[Retour à la table des matières](#)

Caractériser, sur le plan objectif, les divers éléments de la crise économique des années trente, nous apparaît une entreprise ambitieuse. Nous ne noterons que les faits les plus saillants, ceux qui sont susceptibles de mieux éclairer les expressions idéologique que nous venons d'examiner. Nous procéderons en deux temps. Nous énoncerons tout d'abord les éléments qui se rapportent à la société globale puis, par après, ceux qui découlent de la situation agricole.

### *a) Le système social global*

La récession économique met en évidence le phénomène de l'urbanisation et les problèmes qui en découlent à savoir la prolétarianisation des Canadiens français. On découvre que le Québec n'est plus une province rurale et que cela a suscité des changements profonds dans les modes de vie et de pensée. On peut également affirmer que la crise économique a été un des facteurs qui a le plus départagé les mentalités, id est, ceux qui ont connu la crise et ceux qui ne l'ont pas vécue. Pour la première fois dans l'histoire du Québec, des problèmes sociaux apparaissent sur une vaste échelle (chômage massif, pauvreté, désaffection religieuse, contestation du leadership traditionnel, etc...). On se rend compte, en particulier, qu'un type de main-d'œuvre mal préparée à une vocation industrielle est plus vulnérable au chômage, que les émigrants ruraux éprouvent de sérieuses difficultés à s'adapter au mode de vie urbain et aux difficultés économiques et sociales qu'il entraîne.

On a vu un renforcement de l'idéologie traditionnelle durant cette seconde période. Les thèmes idéologiques sont sensiblement les mêmes que durant la première, mais on note une sorte de politisation des thèmes idéologiques. Si l'Église demeure encore l'institution qui ap-

porte des solutions de longue portée, on compte sur l'État pour instaurer des politiques qui combattront le chômage (travaux publics, secours direct), qui apporteront une certaine sécurité sociale aux citoyens (mesures nationales) et qui aideront les cultivateurs à mieux vivre.

La prise de conscience par les chefs de file des problèmes sociaux sera à l'origine d'un vaste programme de restauration sociale inspiré par les Semaines Sociales fondées par le Père Papin Archambault <sup>72</sup>. Ce programme veut intégrer tous les éléments nécessaires au redressement social total en période de dépression économique. Il veut lutter contre les servitudes du capitalisme. Il se traduira, dans une large mesure, dans un programme d'action politique qu'élaborera Paul Gouin <sup>73</sup> en 1935 pour son Action Libérale Nationale.

### *b) La société agricole*

[Retour à la table des matières](#)

Comme toutes les autres industries, l'agriculture subit les effets de la crise économique. Comme les cultivateurs n'avaient jamais complètement abandonné l'agriculture vivrière, les exploitants de ferme pratiquent une agriculture polyvalente d'auto-consommation. Ils consentent à restreindre leur niveau de vie. Ils vivent mieux que les salariés et, bien sûr, les chômeurs. Les curés ouvrent de nombreuses colonies en Gaspésie, en Abitibi et dans la région du Bas Saint-Laurent.

---

<sup>72</sup> R.P. Jean Papin Archambault, S.J., *Le clergé et l'Action sociale*, Montréal, Éditions Sociales Populaires, 1918, 108 p. ; *Esquisses sociales*, Montréal, Librairie d'Action canadienne-française, 1930, 231 p. ; et *L'Union Catholique des Cultivateurs de la Province de Québec*, Montréal, UCC, 269 p.

<sup>73</sup> Paul Gouin, « À la hache », in *L'Action Nationale*, janvier 1934, Vol. III, pp. 21-24 ; et *Servir la Cause Nationale*, Montréal, Édition du Zodiaque, 1938, 250 p.

### 3. Troisième période : 1939-1945

#### A. *L'idéologie dominante :* « *Restons fidèles à l'agriculture traditionnelle.* »

##### a) *La survie de la nation* <sup>74</sup>

[Retour à la table des matières](#)

L'idéologie traditionnelle de fidélité aux ancêtres persiste ainsi que celle de la nécessité de l'isolement culturel afin d'assurer la survie. Plusieurs phénomènes externes et internes sont perçus comme menaçant de rompre l'équilibre national. Ce sont l'immigration juive, la franc-maçonnerie, le communisme international et les idées de certains chefs de file qui recrutent leur clientèle en trompant systématiquement les Québécois. Pour la première fois, on note des indices qui laissent entrevoir l'assimilation possible des Québécois par la culture dominante <sup>75</sup>. Aussi conçoit-on que les Canadiens doivent réagir d'une double manière en se débarrassant de leur complexe d'infériorité et en cessant de se contenter de la médiocrité <sup>76</sup>.

##### b) *La vocation agricole*

Les leaders du mouvement nationaliste prennent conscience que la vocation rurale se perd rapidement. Aussi commence-t-on à se de-

---

<sup>74</sup> Clovis-Émile Couture, « Les groupements minoritaires français », in *L'Action Nationale*, oct. 1944, Vol. XXIV, p. 104.

<sup>75</sup> Joseph Bégin, *L'abîme de l'assimilation*, Montréal, Les Avants-coureurs, 1942, p. 116.

<sup>76</sup> R.P. Richard Arès, S.J., *Notre Question Nationale*, Montréal, Éditions de l'Action Nationale, 1943-1947.

mander si l'importance que l'on a accordée à la vocation terrienne n'a pas, en fin de compte, détourné les ruraux de l'agriculture <sup>77</sup>.

Les solutions proposées pour remédier à cette désertion rurale sont celles-là même que l'on proposait à la période précédente, à savoir, redonner à toutes les classes de la société l'estime de la terre et veiller à l'éducation rurale de la jeunesse.

### *c) Le fait catholique et français*

[Retour à la table des matières](#)

Comme c'était le cas pour les périodes précédentes, les définisseurs de la situation rappellent que les Québécois sont investis d'une mission évangélisatrice en terre d'Amérique. Ils doivent rester catholiques et français, faire rayonner la culture française et asseoir l'avenir économique de la Province sur une base solide. À leur point de vue, il est possible de concilier tradition humaniste et progrès économique. Les retards économiques de la nation et les bas niveaux de vie des agriculteurs ne sont pas imputables à l'Église. Celle-ci a tout intérêt à ce que les Français catholiques jouissent d'un niveau de vie convenable car « les intérêts économiques touchent de près aux intérêts religieux » <sup>78</sup>.

On met en garde la population contre le danger du paganisme et de la déchristianisation qui envahit le Québec. On fait l'éloge du catholicisme qui a enseigné aux Canadiens français l'amour de la vie simple et modeste. Il leur a valu jusqu'à aujourd'hui toutes les conquêtes et leur assurera les mêmes avantages dans l'avenir. Quant aux prêtres, ils

---

<sup>77</sup> François-Albert Angers, « Quelques facteurs économiques et sociaux qui conditionnent la prospérité agricole », in *L'Actualité Économique*, janv. 1943, p. 298.

<sup>78</sup> R.P. Richard Arès, S.J., op. cit., pp. 148-149 ; et Comité de la Survivance Française en Amérique, *La Vocation de la race française en Amérique du Nord*, Québec, 1945, p. 35.

ont été ceux qui ont favorisé l'organisation professionnelle des cultivateurs et le relèvement économique de la classe agricole <sup>79</sup>.

#### *d) L'éducation agricole*

[Retour à la table des matières](#)

L'éducation nationale doit être fondée sur une éducation religieuse poussée et solide. On insiste à nouveau sur une éducation progressive et sur la nécessité de créer une élite rurale. Ce sont les jeunes d'aujourd'hui qui prendront la relève demain. À eux seuls, ils possèdent dans leurs mains la destinée de la nation. Pour la première fois on reconnaît que tous les jeunes ruraux ne deviendront pas nécessairement des cultivateurs. C'est pourquoi il est nécessaire que l'enseignement rural traditionnel se renouvelle et tienne davantage compte d'un éventail de vocations particulières.

#### *e) L'efficacité technique*

Ceux qui définissent l'idéologie réalisent que la ferme familiale traditionnelle doit évoluer pour survivre. Cette évolution nécessite une réorganisation de l'entreprise dans le sens d'une plus grande rationalité. C'est à ce prix que la culture de la terre peut devenir payante et que le fermier peut atteindre un niveau de vie satisfaisant.

Cette conception progressiste de l'agriculture se constitue de plusieurs éléments explicites, dont les plus importants sont : 1) de meilleures connaissances techniques dans le domaine de la production végétale et animale. À ce propos, la science agronomique moderne est essentielle et les agronomes sont des conseillers techniques indispensables. Il faut aussi une large diffusion de l'enseignement agricole ; 2) une rationalisation du travail agricole en vue de réduire les périodes de travail tout en assurant un rendement meilleur ; 3) la spécialisation des agriculteurs dans des secteurs particuliers en vue d'améliorer la

---

<sup>79</sup> Gérard Filion, « Nos ruraux s'organisent », *Relations*, 1944, 4, 37, pp. 19-21.

qualité de la production et d'assurer des profits plus élevés et 4) le rehaussement du niveau de vie.

Si, d'un côté, on affirme la nécessité d'une restauration de l'agriculture et de la vie rurale, celle-ci doit éviter de susciter une désorganisation. Le progrès sera assuré par la compétence des producteurs et de nouvelles formes de solidarité économique et sociale (coopération), par la bonne volonté et la patience. La vie moderne possède donc des aspects positifs indéniables.

On le voit, les objectifs proposés à la classe agricole sont en harmonie avec l'avancement technique. Mais on compte sur les vertus traditionnelles des ruraux pour freiner le rythme du progrès technique et pour faciliter le passage harmonieux d'un stage à l'autre.

#### *f) L'industrialisation de l'agriculture*

[Retour à la table des matières](#)

Les attitudes par rapport à l'industrialisation de l'agriculture se situent dans le prolongement de celles sur l'efficacité technique <sup>80</sup>. L'industrialisation et la commercialisation de l'agriculture sont des faits irréversibles. Il est donc impensable qu'on puisse empêcher le progrès ou effectuer un retour en arrière. Cependant, on recommande aux agriculteurs d'éviter l'industrialisation trop rapide et la spécialisation à outrance, et surtout de ne pas accepter, sans discernement, les valeurs matérialistes qui accompagnent ces innovations suscitées de l'extérieur par des étrangers. Il ne faut pas que la recherche d'un niveau de vie supérieur saborde les valeurs traditionnelles car l'industrialisation de l'agriculture menacerait alors autant l'avenir de la nation que l'exode rural lui-même.

---

<sup>80</sup> Gérard Filion, « La restauration sociale et l'Agriculture », *Les Semaines Sociales du Canada*, 1944, p. 103.

### *g) L'urbanisation*

[Retour à la table des matières](#)

Le double système de valeurs qui prévaut vis-à-vis l'industrialisation ne se retrouve pas dans le cas de l'urbanisation. Tous les auteurs condamnent la ville et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les concentrations urbaines introduisent un profond déséquilibre dans la répartition de la population sur le territoire québécois. En second lieu, la ville gaspille le capital humain en ce sens qu'elle est perturbatrice de la vie familiale et paroissiale et qu'elle n'utilise point les ressources humaines selon leur vocation première ; c'est une déchéance économique et sociale pour le cultivateur de quitter la terre et de s'exiler en ville. Troisièmement, la ville accorde une importance démesurée aux valeurs étrangères. Finalement, la ville monopolise toute la vie d'une nation et introduit un second déséquilibre plus grave que le précédent (déséquilibre démographique). Un autre exode rural massif est en train de s'instaurer. Les ruraux semblent oublier la leçon des années 30. La nation est menacée sérieusement dans son fondement. On commence à suggérer de préparer les ruraux qui émigrent à la ville aux tâches industrielles.

### *h) L'avenir économique de la Province*

On tente d'insérer l'évolution de l'agriculture dans le développement économique de la Province. Si l'agriculture ne représente plus l'industrie première, elle est une richesse économique évaluée à plus d'un milliard de dollars, presque entièrement entre les mains des nôtres, c'est l'actif économique et social le plus important dont disposent les Canadiens français. C'est une industrie qui doit rester chez nous (car l'avenir national en dépend) et qui doit devenir aussi payante que les autres industries. Le rural a le droit de jouir d'un niveau de vie comparable à celui du travailleur salarié des villes.

### *i) Le syndicalisme agricole*

Constatant que le syndicalisme ouvrier est un puissant levier pour le progrès des travailleurs salariés et qu'il prévient les dangers du communisme, on préconise le renforcement du syndicalisme agricole. L'organisation professionnelle des cultivateurs (U.C.C.) est vue comme un instrument de restauration sociale. Elle doit protéger les intérêts de la classe agricole, éduquer ses membres et organiser les services professionnels selon les principes coopératifs. Elle est d'autant plus nécessaire que les cultivateurs agissent isolément, qu'ils connaissent peu les exigences d'une agriculture de marché. Les producteurs doivent s'unir et coopérer. La coopération est la meilleure protection, le système qui sauvera l'agriculture.

## ***B. La structure sociale***

[Retour à la table des matières](#)

Nous nous limiterons à analyser la situation agricole durant la période de la deuxième guerre mondiale sans nous référer à la société globale. Cette analyse sera schématique comme ce fut le cas pour celle de la période précédente.

1) On remarque un exode des jeunes ruraux vers la ville dans le but de travailler à l'usine et de s'inscrire dans les forces armées.

2) Par suite de l'effort de guerre et de l'exploitation accentuée des produits agricoles à l'étranger (fromage, beurre, bacon, lait en poudre, oeufs, etc...) l'agriculture québécoise entre dans une période de prospérité. Les cultivateurs accroissent leur production sans introduire de changement substantiel dans les techniques de production.

3) On assiste à une spécialisation et commercialisation de l'agriculture. Le syndicalisme agricole acquiert de nouvelles orientations et

le corps agronomique influence le niveau et la qualité des productions agricoles.

4) Le leadership rural traditionnel est renouvelé. Les curés sont remplacés par les agronomes, les techniciens agricoles, les dirigeants d'entreprise et les chefs syndicaux.

5) On observe, enfin, une pénétration des modes de vie urbains à la campagne à la suite du rehaussement des niveaux de vie des cultivateurs et de l'amélioration des systèmes de communication. Comme les urbains, les ruraux sont attirés par les biens de consommation.

## 4. Quatrième période : 1949-1968

*A. L'idéologie dominante :  
« L'agriculture doit devenir une industrie  
efficace et rentable. »* <sup>81</sup>

### *a) La survie de la nation*

[Retour à la table des matières](#)

On note, durant cette période, une recrudescence d'une idéologie nationaliste centrée sur la survivance de la nation <sup>82</sup>. Le nationalisme de défense subsiste mais on constate l'émergence d'un nationalisme plus positif. De 1946 à 1950 environ, l'idéologie de la survie par l'agriculture persiste encore chez quelques-uns, mais elle est nettement en perte de vitesse. L'État est défini comme un instrument de libération économique et nationale. On tient davantage compte de l'industrialisation et du monde ouvrier. On met en veilleuse la conception

<sup>81</sup> André Laurendeau, « Le quatrième état dans la nation », *L'Action Nationale*, oct. 1947, Vol. XXX, pp. 83-92 ; et Gérard Filion, « Fini le régime des rabou-teux », Éditorial, *Le Devoir*, 10 septembre 1960.

<sup>82</sup> R.P. Richard Arès, « Pour un Québec fort », Québec, S.S.J.B., 1962 (Cause-rie), p. 7.

agriculteur de l'État québécois pour discuter globalement de l'avenir économique et industriel de la Province. La culture québécoise subit son test d'entrée dans l'avenir. Un Québec fort (indépendant ou non) est une nécessité vitale puisque c'est à cette condition seulement qu'il peut devenir la patrie réelle des Canadiens français. En d'autres termes, certains chefs de file préconisent une nouvelle forme de conscience qui rapprocherait les élites de la masse. On reconnaît que dans le passé le nationalisme traditionnel fut la base intellectuelle et idéologique de la culture québécoise. Mais ce genre de nationalisme est maintenant dépassé et correspond de moins en moins à la réalité <sup>83</sup>.

### *b) La vocation agricole*

[Retour à la table des matières](#)

Règle générale, on retrouve les mêmes conceptions de la vocation agricole que dans les périodes précédentes au début de la période d'après-guerre. De 1946 à 1950, l'agriculture est encore perçue comme la seule vocation des Québécois. De 1950 à 1960, on désire que l'agriculture demeure l'industrie première, même si on conçoit qu'il faille développer les autres richesses naturelles. Par après, certains considèrent que la vocation agricole des Québécois est un mythe. Le Québec possède plutôt, dit-on, une vocation industrielle. Dans ce développement économique général de la Province, l'agriculture est une parmi d'autres industries premières. Avec la fin du régime duplessiste et le leit-motiv de devenir maîtres chez nous, avec l'apparition de nouveaux courants (Parti-Pris et le B.A.E.Q.) on préconise une réforme agraire et la planification de l'agriculture. On considère même que seule l'indépendance peut permettre d'instaurer au Québec les mesures socialistes nécessaires pour redonner au rural sa fierté d'être Canadien français et le sentiment d'être un citoyen à parts entières <sup>84</sup>.

<sup>83</sup> R. Bourgault, « Le nationalisme », in *Relations*, 279, p. 69.

<sup>84</sup> Jean-Robert Rémillard et Jean-Baptiste Alair, « Les cochons et la révolution », *Parti-Pris*, 8, 1964, p. 30.

### *c) Le fait religieux*

[Retour à la table des matières](#)

L'idéologie catholique traditionnelle persiste au début de la période et se manifeste sous plusieurs expressions. Entre autres, on vante l'influence bénéfique de l'Église et du clergé dans tous les secteurs de la vie sociale mais surtout dans le domaine de la vie rurale et agricole <sup>85</sup> ; on veut que le Canada français maintienne sa vocation de fils de la fille aînée de l'Église de Dieu <sup>86</sup>, et on met l'accent sur une vision spiritualiste des choses.

Un peu plus tard, dans la période (vers 1960) on reconnaît la nécessité d'une réorientation de la pensée catholique et chrétienne en fonction des événements nouveaux, des situations vécues. Le théologien garde, cependant, son rôle d'éclaireur <sup>87</sup>.

### *d) Le fait français*

Au -début de la période, par la voix d'un de ses leaders les mieux écoutés, on rappelle aux Québécois toute la richesse de leur héritage culturel constitué d'une double histoire et d'une double tradition (l'appartenance à l'Église catholique et l'ascendance française) <sup>88</sup>.

Mais cet héritage, si riche fut-il, est défini comme insuffisant vers le milieu de la période et cela pour deux raisons. D'une part, il est impensable qu'en 1957 les Canadiens français n'aient pas une vue plus large d'eux-mêmes qui déborderaient les frontières de la Province de

---

<sup>85</sup> Fidèle Chicoine, *Précis de doctrine rurale à l'usage des Canadiens français*, Montréal, Éditions Franciscaines, 1948, p. 24.

<sup>86</sup> Benoît Pruche, « Vocation du Canadien français », in *Revue Dominicaine*, 1951, 57, p. 151.

<sup>87</sup> Abbé Gérard Dion, « La doctrine sociale de l'Église dans le Québec », in *Perspectives Sociales*, XVII, I, pp. 1-5, 1962.

<sup>88</sup> Abbé Lionel Groulx, « Pour une relève », *Vie Française*, Vol. 7, No 1, août-sept. 1952, p. 38.

Québec. Pourquoi continueraient-ils de se confiner à un espace aussi restreint alors que des minorités d'expression française sont florissantes à travers le Canada ? Pourquoi conserveraient-ils leur « réflexe d'assiégés »? D'autre part, lorsqu'on le compare à d'autres pays occidentaux le Canada français maintient une « structure archaïque, pré-révolutionnaire et aliénante ». Le Canadien français est brimé dans son évolution progressive parce qu'il ne possède point « d'État qui favorise son expression linguistique libératrice » <sup>89</sup>.

### *e) L'éducation des jeunes*

[Retour à la table des matières](#)

L'éducation familiale et scolaire est définie par le clergé dans des termes traditionnels au tout début de la période : elle doit former chez l'enfant l'âme paysanne et susciter l'attachement à la terre <sup>90</sup>. Par ailleurs, dans son rapport soumis en 1966, le Comité d'étude de l'enseignement professionnel agricole insiste sur la formation professionnelle des ruraux et sur une meilleure préparation technique des jeunes agriculteurs. Dans les perspectives de ce Comité, il est clair que l'agriculture est une science complexe. Pour devenir à la portée de ceux qui la pratiquent il est nécessaire qu'ils reçoivent une formation spécialisée. On perçoit, derrière cette perspective, que l'agriculture est une entreprise qui exige des connaissances et une compétence spécifiques <sup>91</sup>.

Le même renouveau apparaît dans la conception de l'éducation générale. On commence à parler de gratuité scolaire à tous les niveaux en 1957 et 1958 et d'enseignement spécialisé. Sans rejeter la conception humaniste de l'instruction telle que celle-ci se reflétait dans le cours classique traditionnel (philosophie, langues, littérature et religion) on veut rendre l'instruction plus pratique et l'orienter en fonction

<sup>89</sup> C. Dubé, « Conscience du Canada français », in *Relations*, 17, 1957, pp. 147-149 et pp. 175-177.

<sup>90</sup> R.P. Papin-Archambault, « Déclaration d'ouverture », *Les Semaines Sociales du Canada*, 1947 (La Vie rurale), p. 27.

<sup>91</sup> Gouvernement du Québec, *Rapport du Comité d'étude de l'enseignement professionnel agricole*, Québec, Ministère de l'Éducation, 1966, p. 64.

des besoins et exigences d'une société industrielle moderne. On veut démocratiser l'enseignement, rehausser les niveaux de scolarité de la masse et favoriser l'accession des Canadiens français aux carrières industrielles, administratives et techniques (Le rapport Parent). Cette nouvelle philosophie de l'éducation entraînera des remaniements substantiels dans les structures administratives de l'éducation (régionalisation scolaire), dans les conceptions pédagogiques (l'école polyvalente, les cours à option) et dans les méthodes pédagogiques (l'école active) Elle est élaborée en fonction des exigences du modernisme tout en tenant compte des capacités intellectuelles de l'enfant (cours accéléré, cours de rattrapage) et de ses goûts (l'importance accrue de l'orientation scolaire, la multiplicité des profils scolaires, les orientations générales et professionnelles (CEGEP), etc...).

Le renouvellement des conceptions de l'enseignement s'appuie sur l'enfant, non sur l'école ou sur les maîtres. On conçoit qu'il a le droit de s'instruire et de s'instruire le plus possible selon ses aptitudes. Cette nouvelle culture scolaire puéricentrique se préoccupe de l'enfant et de l'adolescent comme une totalité. Aussi, on cherche à le comprendre à l'école, dans ses loisirs, dans ses groupes de compagnons. On veut l'aider dans ses besoins d'affirmation et de sécurité, dans ses conflits avec ses supérieurs et ses parents. La jeunesse suscite cependant des inquiétudes. On considère que son émancipation est trop grande et trop rapide, qu'elle est trop facilement influencée par les loisirs de masse et l'idéologie américaine et que certains s'engagent dans des mouvements extrémistes (FLQ) sans discernement.

*f) L'efficacité technique et le niveau de vie <sup>92</sup>*

[Retour à la table des matières](#)

L'agriculteur doit être en mesure de bénéficier du même niveau de vie et des mêmes avantages économiques et sociaux « que ceux dont l'activité demande autant de connaissances, de capital et de tra-

---

<sup>92</sup> Gérard Filion, « L'agriculteur doit vivre sa profession », *Les Semaines Sociales du Canada*, 1947, p. 135.

vail »<sup>93</sup>. Il sera capable d'améliorer ses conditions de vie si certaines politiques globales sont suivies, à savoir : 1) la diminution du nombre de fermes par la consolidation horizontale ; 2) la mécanisation de la ferme et une utilisation plus rationnelle de la main-d'œuvre ; 3) l'utilisation de la science agronomique et des techniques agricoles scientifiques ; 4) l'étude des exigences du marché de consommation (provincial, national et international) ; 5) le renforcement des associations professionnelles et 6) la participation de l'État au progrès d'une agriculture efficace. Mais ces conditions seront opérantes si on favorise la recherche et si le cultivateur se tient constamment au courant des nouveaux développements techniques et économiques<sup>94</sup>.

Il n'y a aucun doute, tous les définisseurs de l'idéologie durant cette période proposent l'efficacité technique comme étant l'objectif fondamental dans le domaine agricole. Mais on est indécis sur le cadre d'opération de la ferme. On se demande, en particulier, si la ferme familiale, telle qu'on l'a connue, peut subsister. Certains le croient tandis que d'autres expriment des doutes. On s'entend cependant sur la nécessité de spécialiser et de régionaliser les cultures en fonction de la vocation du sol et de la proximité des marchés<sup>95</sup>.

On peut résumer la situation de la manière suivante. Au début de la période, il existe encore une légère opposition à la commercialisation de l'agriculture. Vers la fin de la période, par ailleurs, l'idéologie de l'efficacité technique se confirme et on conçoit que l'efficacité est le seul objectif qui puisse sortir l'agriculture du marasme dans lequel elle se trouve. On accepte même que l'exode rural soit accéléré à la condition toutefois qu'on prépare les ruraux aux nouvelles tâches industrielles, commerciales et administratives de la ville.

À partir des années 60 surtout, il existe un véritable malaise de l'agriculture. Certains mouvements de gauche, en analysant la situation, constatent le mécontentement général des cultivateurs et leur dé-

<sup>93</sup> Coopérative Fédérée du Québec, *Mémoire à la Commission Royale d'Enquête sur l'Agriculture*, mars 1967, p. 11.

<sup>94</sup> Union Catholique des Cultivateurs, *Mémoire soumis au Conseil des Ministres de la Province de Québec*, Québec, déc. 1964, p. 43.

<sup>95</sup> Coopérative Fédérée du Québec, *Mémoire .... op. cit.*, p. 44.

pendance de plus en plus grande sur l'État pour leur subsistance économique <sup>96</sup>.

### *g) L'avenir économique de la Province*

[Retour à la table des matières](#)

L'avenir économique de la Province est de plus en plus défini comme étant un avenir industriel et commercial. On accepte l'industrialisation mais on ne voudrait pas qu'elle s'effectue au détriment de l'agriculture. On conçoit d'ailleurs que le secteur agricole devrait bénéficier de l'exploitation accrue des ressources naturelles de la Province.

Vers 1960 surtout on réaffirme de manière plus définitive que la vie nationale d'un peuple doit reposer sur de fortes assises économiques. Pour que la vie nationale des Canadiens français soit florissante, deux conditions doivent être remplies : a) les Canadiens français doivent reconquérir leurs richesses naturelles qui sont entre les mains des étrangers et b) les Canadiens français doivent favoriser le développement de l'agriculture comme partie intégrante du développement économique général.

Le Canada français est promis à un avenir brillant s'il sait intégrer ses valeurs (personnalisme, sens communautaire, vision spiritualiste du monde) dans un régime économique qui, tout en respectant les traditions, intègre les éléments du progrès <sup>97</sup>.

---

<sup>96</sup> Jean-Marc Pottie, « Notes sur le milieu rural », *Parti-Pris*, 8, 1964, pp. 19-20.

<sup>97</sup> Esdras Minville, « Conditions de notre avenir », in *Essais sur le Québec contemporain*, (sous la direction de J.-C. Falardeau), 1953.

## *h) L'industrialisation*

[Retour à la table des matières](#)

La réalité de l'industrialisation est un fait inéluctable qui s'impose de lui-même. Elle se traduit sous plusieurs formes. Cependant, la vie quotidienne s'inspire encore des modèles traditionnels. Par exemple, si un cultivateur envoie un de ses fils aux études, on s'attend à ce qu'il devienne prêtre plutôt que d'embrasser une carrière scientifique ou commerciale. Mais au fur et à mesure que les communications de masse envahissent la vie privée des ruraux, l'évolution s'effectue graduellement en fonction des schèmes de pensée que celles-ci transportent jusqu'aux coins les plus reculés.

On pourrait caractériser les différentes étapes dans l'évolution des conceptions de l'agriculture de la manière suivante : 1) de 1949 à 1953 environ, on rejette l'industrialisation d'une façon inconditionnelle ; 2) on accepte d'une manière définitive l'industrialisation vers les années 1960 puisque l'agriculture est un chaînon de l'industrie alimentaire qu'il faut promouvoir sur une base rationnelle. L'agriculture commerciale spécialisée doit permettre aux cultivateurs d'atteindre des niveaux de vie comparables aux salariés urbains ; 3) si on accepte que l'agriculture devienne une industrie payante, on ne veut pas toutefois rejeter toutes les traditions en bloc. On conçoit qu'il y a encore une place de choix pour certaines d'entre elles. On exprime des regrets lorsqu'on prend définitivement conscience que les richesses naturelles appartiennent aux étrangers. On blâme les dirigeants qui n'ont pas su prévenir une telle décadence économique de la nation <sup>98</sup>.

---

<sup>98</sup> Albert Rioux, « La vie rurale, force d'une nation », *Les Semaines Sociales du Canada*, 1954, p. 43.

### *i) L'urbanisation*

[Retour à la table des matières](#)

Les définisseurs de l'idéologie se sentent obligés d'insister sur le fait que le mode de vie rural traditionnel doit demeurer un modèle de conduite, une valeur humaine transcendante. Car effectivement les ruraux se laissent trop facilement tenter par les modèles urbains et affichent une indifférence grandissante pour les valeurs d'autrefois (prières en famille, l'importance de la famille, le caractère sacré du prêtre, etc...) On affirme, surtout jusqu'à 1950, que la mentalité urbaine détruit l'âme campagnarde. Les thèmes dominants de la crise persistent, à savoir que la ville est une mangeuse d'hommes, un lieu où on se fiche des règles morales et où on exploite les travailleurs et les familles.

Vers 1953, on prend conscience que la minorité rurale compte peu dans l'ensemble des politiques gouvernementales et que ce sont les urbains qui sont au centre des préoccupations politiques. Dans les années qui suivent, à la suite de la rupture de l'isolement culturel, la mentalité rurale se transforme : on considère que le mode de vie rural est archaïque et que le seul mode de vie valable est le mode de vie des gens de la ville.

### *j) L'exode rural*

Au début de la période, l'exode rural est toujours considéré comme un problème dans le sens où on l'entendait durant la première période. Comme c'était le cas à ce moment-là, on veut l'empêcher en revalorisant la vie rurale et la profession d'agriculteur afin que les familles vivant à la campagne retrouvent leur dignité.

Mais vers 1954, il est de plus en plus question de l'utopie d'une civilisation québécoise à prédominance rurale. On admet que la campagne repousse d'elle-même les cultivateurs et crée de l'insatisfaction. On estime également que les conflits de génération ont accéléré le départ de la jeunesse rurale de la campagne.

On reconnaît progressivement dans plusieurs milieux religieux et laïcs que la colonisation fut une erreur et un échec. On met le blâme sur les cultivateurs eux-mêmes qui n'ont pas su s'entraider et sur les gouvernements qui ont manqué de prévoyance dans la conception des politiques de colonisation et dans la planification de l'avenir.

### *k) Le syndicalisme ouvrier*

[Retour à la table des matières](#)

Tout comme c'était au nom de la nation que l'on préconisait une vocation agricole généralisée, c'est au nom du national que l'on s'intéressera aux ouvriers et qu'on voudra leur donner les cadres protecteurs qu'exige leur situation <sup>99</sup>. Il s'agit, en fin de compte, de repenser les structures syndicales et les relations de travail (humanisme ouvrier) en fonction d'objectifs nationaux rajeunis et d'intégrer les ouvriers dans la société. C'est au nom de la paix sociale et de la justice que Monseigneur Charbonneau (archevêque de Montréal) interviendra dans la grève d'Asbestos le 1er mai 1949 dans un sermon à l'Église Notre-Dame, pour défendre la classe ouvrière contre la conspiration qui menace de l'écraser <sup>100</sup>.

On connaît la suite de l'histoire, Monseigneur Charbonneau dut abandonner son poste et s'exiler. Les événements et les situations qui ont amené l'archevêque à partir n'ont pas encore été complètement analysés. Une chose demeure certaine : Monseigneur Charbonneau fut en avance sur son temps et prépara la voie à ceux qui le suivirent en forçant l'Église à repenser ses attitudes vis-à-vis le système capitaliste et ses relations avec l'État. Il fut le promoteur infatigable d'une nouvelle conception de la justice sociale. L'épiscopat de son temps ne l'a pas compris en se rangeant, comme le dit un auteur, sous la bannière

---

<sup>99</sup> Abbé Gérard Dion et Joseph Pelchat, « Repenser le nationalisme », in *L'Action Nationale*, juin 1948, Vol. XXXI, p. 412.

<sup>100</sup> Renaude Lapointe, *L'histoire bouleversante de Mgr Charbonneau*, Montréal, Éditions du Jour, 1962, 157 p.

confessionnaliste, nationaliste et ruraliste de Monseigneur Courchesne, archevêque de Rimouski, qui se voyait comme le sauveur de l'Église canadienne menacée. En général, Monseigneur Charbonneau reçut un puissant appui de la presse.

La montée du syndicalisme fait apparaître de nouvelles identifications et, par voie de conséquence, des conflits de classe. Les syndicats agricoles et les coopératives de production fournissent les cadres aux agriculteurs qui apprennent à collaborer dans les termes de la société industrielle.

## *B. La structure sociale*

[Retour à la table des matières](#)

Pour les fins de l'analyse de la réalité objective nous examinerons indifféremment la structure sociale globale et le système socio-économique agricole sous les différents thèmes qui ont servi aux définitions idéologiques à chacune des périodes antécédentes. Étant donné qu'à partir des années cinquante surtout il existe une interdépendance de plus en plus fonctionnelle entre l'industrie agricole et le développement économique général de la Province et une compénétration de la vie rurale et de la vie urbaine, nous ne saurions dissocier structure sociale globale et système agricole pour des fins analytiques sans risquer d'effectuer des découpages trop artificiels et des répétitions inutiles. Nous gagnerons en clarté ce que nous perdrons en changeant les composantes structurelles du modèle d'analyse.

### *a) La survie de la nation*

Si la survivance canadienne-française fut tout d'abord conçue par rapport à l'appartenance à l'Église catholique, au maintien de la langue française et de la vocation agricole, et par rapport à une vision spiritualiste du monde, elle est davantage conçue, durant cette période, en fonction d'objectifs nationaux rajeunis qui tiennent compte du fait que la nation québécoise est désormais une société pluraliste, industrielle

et française. Les nouvelles élites (syndicalistes, journalistes, spécialistes des sciences de l'homme, etc...) mettent l'accent sur l'avenir industriel (développement des richesses naturelles) et sur une meilleure préparation professionnelle des Québécois (la restructuration du système scolaire et de l'enseignement). Comme le dit Gérald Fortin, cette nouvelle élite « a formulé une idéologie d'affirmation nationale »<sup>101</sup>. L'État, par son intervention dans les domaines économique, scolaire et culturel veut démontrer qu'il est « un instrument d'expression nationale »<sup>102</sup>

### *b) La vocation agricole*

[Retour à la table des matières](#)

L'agriculture n'est plus une vocation générale obligatoire mais une profession à laquelle se consacrent ceux qui possèdent une compétence particulière (acquise par l'étude ou par l'expérience) et qui peuvent jouir d'un niveau de vie convenable proportionnel à leurs investissements et à leur travail. C'est le petit nombre qui réussira à rendre leur entreprise rentable si on en juge par le nombre des fermes marginales. L'agriculture n'est plus une affaire de sentiment mais une entreprise commerciale. Dès lors, comme toutes les entreprises, elle est soumise aux lois du marché et de la compétition. Puisque les cultivateurs québécois n'accepteront pas une baisse du niveau de vie qu'ils avaient connu en temps de guerre, ils devront choisir entre devenir des gérants efficaces ou abandonner l'agriculture pour s'adonner à d'autres métiers malheureusement sans préparation adéquate. C'est ainsi qu'on note au début de la période un abandon des fermes. Ce mouvement s'accroîtra vers les années 1956. Il ne restera plus que 70,000 à 75,000 fermes en 1962. On juge que parmi celles-ci, environ le tiers peuvent être définis comme marginales. Ce sous-développement agri-

---

<sup>101</sup> Gérald Fortin, « Le Québec : une société globale à la recherche d'elle-même », *Recherches Sociographiques*, Vol. VIII, no 1, 1967, p. 10. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

<sup>102</sup> Ibid.

cole est d'une telle ampleur qu'il est important de reprendre les analyses que nous avons effectuées sur le sujet en 1959 <sup>103</sup>.

Contrairement à une ferme commerciale, une ferme marginale est celle où les ressources (naturelles et humaines consacrées à l'exploitation agricole) sont inadéquates (insuffisantes) pour permettre des opérations telles que l'exploitant de ferme puisse tirer des revenus suffisants pour jouir, dans son milieu, d'un standard de vie convenable pour lui et sa famille. De l'aveu de ceux qui ont construit cette définition, elle est essentiellement normative dans ce sens que les termes comme ressources inadéquates, revenus suffisants et standard de vie convenable posent des jugements de valeur et ne sont pas définis de façon opératoire, c'est-à-dire en tenant compte des catégories statistiques des recensements. Mettons de côté cet aspect plutôt épineux de la définition, puisque nous comprenons bien qu'il s'agit en définitive de fermes à revenus modestes et insuffisants pour faire vivre une famille convenablement, afin de regrouper, dans des catégories significatives, différents types de fermes marginales.

a) *Fermes résidentielles* : celles utilisées pour fins de résidence et sur lesquelles il n'y a pratiquement pas d'activités commerciales agricoles. Il faut entendre activité agricole dans son sens le plus étendu, c'est-à-dire la production et la préparation de produits agricoles pour la mise en marché et l'exploitation du boisé de ferme. En somme, ce sont les fermes dont les revenus agricoles sont inférieurs à \$250.

b) *Fermes à temps partiel* : (excluant les fermes résidentielles) celles où moins des deux tiers du travail de l'exploitant agricole sont consacrés à sa ferme et où plus de la moitié des revenus totaux proviennent d'un emploi extérieur. Par revenu total, il faut entendre les revenus agricoles auxquels on ajoute les salaires, les allocations sociales et les pensions ou tout autre revenu qui ne provient pas de l'exploitation agricole. Bref, ce sont les fermes où l'exploitant soutire la majeure partie de ses revenus en dehors de l'agriculture.

---

<sup>103</sup> Marc-Adéland Tremblay, « Le Problème des Fermes marginales », *Agriculture*, janv.-fév. 1959, Vol. XVI, No 1, pp. 20-24.

c) *Fermes à plein temps* : ce sont celles où plus de la moitié des revenus totaux proviennent de l'agriculture et où plus des deux tiers du travail de l'exploitant sont consacrés à sa ferme.

Essayons d'analyser maintenant les problèmes particuliers de chacune de ces trois classes de fermes marginales.

...la présence nombreuse de ce type de fermes (*fermes résidentielles*) dans une localité peut devenir gênante et engendrer des problèmes d'ordre sociologique et administratif... Le problème majeur des fermes à temps partiel est un revenu insuffisant du chef de famille, obtenu tant par son exploitation agricole que dans des emplois en dehors de l'agriculture. En fait, il existe deux types de fermiers à temps partiel : d'une part, ceux qui le font par choix et qui ne veulent nullement devenir fermier à plein temps et de l'autre, ceux qui, par suite de revenus insuffisants en agriculture, sont forcés de compléter ces revenus par d'autres opérations.

Ce dernier type de fermier à temps partiel représente une partie du problème des fermes marginales. Ce sont des gens incapables de vivre de l'agriculture et ils doivent à tout prix se trouver des revenus d'appoint dans l'industrie forestière, les pêcheries, les services, l'industrie de la construction, l'industrie des transports, l'industrie de 10. construction, l'industrie des transports, l'industrie manufacturière, etc... Ils sont incapables de vivre de l'agriculture pour différentes raisons, dont voici les plus importantes : 1) mauvaise utilisation des terres en regard du type de production ; 2) un équilibre inadéquat entre les différentes ressources agricoles disponibles ; 3) manque d'aptitude pour une gestion rationnelle ; 4) absence d'organismes de marché et de débouchés pour l'écoulement des produits agricoles et finalement 5) fermes en voie de transition entre la petite et la grande entreprise qui n'ont pas à leur disposition les institutions de crédit et autres institutions du même genre pour leur permettre un passage graduel d'une forme d'organisation économique à une autre.

Les problèmes des *fermiers à plein temps*, ceux pour qui enfin l'agriculture est une profession, sont analogues à ceux des fermiers à temps partiel. Eux aussi ont des revenus agricoles plutôt modestes et instables. Sans aucune équivoque ... la plupart des fermes marginales

se trouvent dans cette catégorie d'exploitants. Comme c'était le cas pour les fermiers à temps partiel, la situation économique précaire de ces exploitations agricoles est à l'origine de nombreux problèmes sociologiques.

Ces exploitants professionnels furent classés en trois types différents qu'il fait bon de distinguer pour fins d'analyse : a) les exploitants de ferme qui veulent vraiment relever leur niveau de vie d'une façon permanente ; b) les exploitants qui sont incapables d'améliorer leur situation à la suite de leur âge avancé, de leur santé défaillante, et ceux qui ont vendu une section de leurs fermes pour fins de lotissement industriel ; enfin c) les exploitants de ferme qui sont consentants à accepter de bas niveaux de vie et à continuer d'exploiter leur entreprise sur une base marginale. Ces chefs de famille ont opté pour l'agriculture comme mode de vie plutôt que de l'établir sur une base commerciale.

... On conçoit qu'une ferme de grande superficie de la même manière qu'une ferme dont l'étendue est plutôt restreinte peut être marginale si elle ne peut pas faire vivre convenablement son exploitant et sa famille. Le problème central est celui du faible revenu. Je n'ai pas l'intention de faire la revue de tous les facteurs qui sont à l'origine de cette condition désavantageuse. Soulignons plutôt, sans les analyser, les circonstances principales qui influent sur la quantité des revenus et sur la rentabilité de l'exploitation agricole. Ces facteurs sont de trois ordres : a) les ressources naturelles ; b) les ressources humaines et finalement c) les facteurs sociologiques et institutionnels.

Sous la rubrique des ressources naturelles, deux conditions attirent notre attention : le fond de terre et le capital. Pour ce qui est de la superficie arable de la ferme, la rentabilité des cultures est compromise par des étendues trop restreintes, par une mauvaise utilisation de ces surfaces, par la pauvreté du sol résultant à la fois d'un manque de fertilité ou encore d'un mauvais égouttement ou autres situations comme la topographie et les accidents géographiques. Une autre situation défavorable à l'agriculture vivrière est le manque de capital d'opération (immobilier et d'exploitation) par rapport à la disponibilité de la main-d'œuvre et aux superficies cultivables. De plus, on retrouve souvent une mauvaise répartition de ce capital investi selon les différentes uni-

tés d'opération. Par exemple, si les capitaux investis dans les bâtiments et l'outillage sont débalancés par rapport à la main-d'œuvre disponible et aux étendues cultivables, la rentabilité de la ferme pourra s'en ressentir profondément. En effet, une gérance rationnelle exige un investissement gradué dans chacune des ressources (fonds de terre, roulant, bâtisses et animaux) selon leur importance dans le type de production envisagée.

En ce qui a trait aux ressources humaines, les problèmes majeurs sont les suivants : une gérance manquant de dynamisme tant dans les décisions à prendre que dans les risques à courir, et la pénurie de la main-d'œuvre. Une agriculture commercialisée exige de ses exploitants des risques financiers beaucoup plus grands. La réticence d'une agriculture vivrière à prendre ces risques engendre inévitablement des revenus marginaux. De plus, le secteur agricole est nettement défavorisé, par rapport aux autres secteurs industriels en ce qui a trait à la disponibilité de la main-d'œuvre. Même la Province de Québec, où traditionnellement cette main-d'œuvre familiale était abondante, souffre de pénurie de main-d'œuvre agricole sous le choc de l'industrialisation rapide. Une mécanisation plus intensive n'a pas d'ailleurs compensé -pour cette perte de main-d'oeuvre.

En dernier lieu, il faut souligner l'absence d'organismes pour l'écoulement des produits et l'éloignement des centres de consommation comme des facteurs importants dans la situation désavantageuse des fermes marginales. Les valeurs, les attitudes et les aspirations de l'exploitant peuvent aussi être sous-jacents à de nombreux problèmes économiques de l'exploitation.

Nous avons accordé beaucoup d'importance à la description des problèmes des fermes marginales dans le but de bien situer la question agricole dans l'ensemble du développement industriel de la Province, de souligner les difficultés du passage d'une agriculture d'auto-consommation à une agriculture commerciale et d'identifier quelques-uns des facteurs négatifs à l'origine de l'abandon massif des fermes du Québec depuis les années cinquante. Quant aux facteurs positifs de l'attrait de la poussée industrielle nous les examinerons plus loin.

### *c) Le fait catholique et français*

[Retour à la table des matières](#)

Il est indéniable que la nouvelle idéologie d'affirmation nationale se préoccupe davantage d'autonomie politique de l'État québécois et de l'affranchissement des Canadiens français que de la vocation spirituelle du peuple. On veut que l'État devienne un instrument de libération économique et politique, de développement industriel, de démocratisation de l'enseignement et de justice sociale. Le Canadien français doit désormais être capable de s'identifier à un État fort qui le représente tant sur le plan international que national. Il doit aussi être capable de travailler dans sa langue (le français, langue de travail) et d'accéder selon sa compétence à tous les postes de commande qu'offre le monde industriel et commercial.

Il est aujourd'hui possible à un Canadien français de ne plus pratiquer sa religion et d'être considéré quand même comme un élément valable pour la nation. Le clergé est plus ou moins déplacé dans ses fonctions traditionnelles qui s'étendaient aux domaines religieux, économique, social, éducatif et national. Il se cantonne de plus dans son domaine propre (la religion et la morale) et cherche à instaurer les réformes de Vatican II. Il s'agit pour lui de créer une nouvelle communauté paroissiale, de nouvelles formes d'expression et de participation du laïc à la vie de l'Église, de renouveler la pastorale et l'enseignement catéchétique, bref, d'être un témoignage de la vie chrétienne dans le monde. Si les membres du clergé possèdent une compétence particulière dans d'autres domaines (économique, relations de travail, science politique, sociologie, service social, éducation, psychologie, etc...) ils y exercent alors la même influence que leurs collègues laïcs. Le clergé d'avant-garde (urbain) est favorable à la séparation de l'Église et de l'État et aux transformations que cela entraîne (déconfessionnalisation de l'école, acceptation du mariage contracté civilement, etc.). Il est aussi favorable à accorder aux laïcs une plus grande liberté de conscience (contrôle des naissances, engagement dans des associations neutres, l'assistance à la messe, etc...) et est tolérant vis-à-vis les agnostiques et les incroyants.

Le clergé rural est cependant beaucoup plus conservateur et se réfère encore aux schémas traditionnels pour orienter leurs ouailles. Une expérience d'animation sociale auprès du clergé conduite par un sociologue dominicain dans le territoire pilote du B.A.E.Q. met en lumière les réticences du clergé vis-à-vis cette entreprise de développement socio-culturel <sup>104</sup>. Selon le père Montminy, les principaux facteurs à l'origine de ces réticences sont les suivants : 1) le manque d'information ; 2) le pessimisme des curés devant l'envergure du projet ; 3) le B.A.E.Q. est une force communisante et FARDA est un beau rêve permettant au gouvernement d'endormir la population et 4) la crainte de partisanerie politique.

Le Canada français est devenu une société pluraliste et urbaine. Il est hors de notre propos d'examiner ici les phénomènes de désaffection religieuse (tels que démontrés dans les études sur l'assistance à la messe de Dumont, Fortin, l'Abbé Norbert Lacoste et par l'équipe de sociologie religieuse de l'Université Laval) et de désintégration sociale (foyers désunis, la délinquance et la criminalité, l'alcoolisme, l'incidence des maladies mentales, etc...). Divers mouvements de gauche recrutent une clientèle de plus en plus nombreuse (le mouvement laïque de langue française, Parti-Pris, mouvements séparatistes, etc...). Bref, c'est toute une révolution sociale qui se déroule sous nos yeux, animée par les nouvelles élites.

---

<sup>104</sup> Jean-Paul Montminy, « Une expérience d'animation sociale auprès du clergé du territoire pilote », B.A.E.Q., *Rapport abrégé RA-No 11*, Ottawa, Ministère des forêts et Développement rural (ARDA), 1968, 11 p.

*d) L'industrialisation de la Province  
et la commercialisation de l'agriculture* <sup>105</sup>

[Retour à la table des matières](#)

Les étapes de ce processus sont identifiées dans *Les Essais sur le Québec contemporain* <sup>106</sup> comme étant : 1) la Confédération ; 2) l'expansion économique de l'Ontario et 3) l'évolution industrielle des États-Unis au début du siècle. Le territoire québécois devait devenir un « milieu d'expansion pour la technologie américaine » et un « marché pour sa production ». Ce sont les leaders politiques québécois qui ont sollicité cette invasion industrielle tandis que la masse des gens l'a subie <sup>107</sup>.

Cette industrialisation s'est édifiée à l'encontre de la pensée nationaliste qui refusa de la reconnaître jusqu'à la dernière guerre mondiale. Par après la situation s'est imposée d'elle-même comme nous l'avons vu plus tôt.

L'industrialisation générale de la Province entraîna la commercialisation de l'agriculture. Citant l'étude sur le problème des fermes marginales, nous analyserons les conséquences socio-économiques de la commercialisation de l'agriculture.

Celle-ci s'opère sur deux plans distincts : 1) par la consolidation des fermes et l'établissement de fermes à large dimension et 2) par l'intensification de la production sur des fermes de même dimension ou sur des fermes à dimension plus restreinte.

Je laisse de côté, à dessein, les discussions techniques sur les mécanismes de consolidation et d'intensification pour aborder à l'instant le processus de commercialisation lui-même. Même s'il est difficile de prévoir l'étendue de cette commercialisation et le rythme de son évo-

---

<sup>105</sup> Jean-Charles FaIardeau, *Essais sur le Québec...* op. cit., p. 240.

<sup>106</sup> Ibidem.

<sup>107</sup> Ibidem.

lution, mentionnons quelques facteurs qui lui seront soit favorables ou soit défavorables :

1) Une économie dynamique axée sur les innovations technologiques et la création d'emplois multiples diversifiés tendra à accélérer la commercialisation ;

2) les cycles économiques exerceront aussi leur influence. En période de prospérité la commercialisation s'accroîtra alors qu'en période de récession, le mouvement sera à la baisse et presque imperceptible ;

3) la qualité des services publics, comme la construction des routes, l'électricité et le téléphone, et les autres services modernes, faciliteront l'innovation technologique et les méthodes modernes de production sur les fermes ;

4) les octrois spéciaux, le soutien des politiques agricoles et autres mesures tendant à redistribuer l'argent aux fermiers à revenus modestes réduira chez les exploitants le désir de changer. Les pensions de vieillesse, par contre, en accélérant la retraite, faciliteront la consolidation ;

5) les politiques de crédit, elles aussi, agissent aussi bien dans un sens comme dans un autre ... et,

6) nous serions tentés d'ajouter à cette liste la naissance des groupes de producteurs, le renforcement du syndicalisme agricole en tant que groupe de pression, et la prise de conscience des exploitants agricoles eux-mêmes mieux renseignés sur les conditions générales de l'économie.

Bien que la liste des conséquences de la consolidation soit assez longue, elle est d'une telle importance qu'elle mérite notre attention. Nous tenons à rappeler avant de les énumérer, qu'elles sont des prédictions plutôt que des observations vérifiées : a) une diminution dans le nombre des fermes et dans le nombre des familles gagnant leur vie de l'agriculture, b) une transformation de l'organisation physique de la ferme et aussi fort probablement, de la région rurale où la consolida-

tion s'opère. Ces changements dépendront, dans une large mesure, des facteurs suivants : 1) les modes traditionnels d'établissement, 2) les types d'exploitation, 3) le progrès technologique, 4) les ressources naturelles, 5) et le genre de services publics ; c) la naissance d'une philosophie nouvelle dans l'utilisation des capitaux privés et publics ; d) une utilisation plus rationnelle des ressources agraires par l'amélioration des modes de production ; e) la commercialisation progressive de l'agriculture et une adaptation très marquée de la production aux exigences du marché de consommation ; f) la consolidation des termes sera accompagnée par un certain nombre de changements sociologiques. J'aimerais mentionner ceux que nous considérons les plus importants parce qu'ils touchent aux relations intra-familiales et inter-familiales : 1) la famille deviendra de plus en plus une unité nucléaire ; 2) les membres de la famille auront une importance de plus en plus grande dans les décisions de gestion de l'exploitation (démocratisation de l'autorité) ; 3) les relations du chef de famille avec ses enfants seront orientées par les intérêts mutuels (comme partenaires) plutôt qu'uniquement par les liens du sang et l'appartenance à une même famille ; 4) le transfert des termes s'opérera par des dispositions légales et financières plutôt que par héritage ; 5) les relations sociales entre fermiers seront conditionnées par leurs affaires et des motifs commerciaux plutôt que de l'être par les liens d'amitié ou de parenté, diminuant ainsi la coopération et la solidarité des fermiers ; 6) le voisinage perdra de son importance comme générateur d'activités sociales ; 7) il y aura création d'organismes spécialisés basés sur des intérêts communs qui recourent les voisinages et les villages ; g) trois secteurs seront profondément transformés par la consolidation. Ce sont les structures paroissiales, scolaires et municipales.

Voyons maintenant les conséquences de l'intensification :

a) besoins de crédit, spécialement pour les capitaux d'exploitation ; b) une plus grande vulnérabilité aux fluctuations dans les prix pour les produits agricoles ; c) le regroupement des producteurs spécialisés dans différentes associations sera un élément de tension pour les organismes agricoles généraux et d) les coopératives devront formuler de nouvelles politiques de crédit et de ristournes, de même qu'élargir leurs opérations.

Cette analyse prospective de la consolidation des entreprises agricoles et de la commercialisation de l'agriculture s'avère juste dans les grandes lignes. D'autres études plus récentes de la situation arrivent à des conclusions qui recourent ces prévisions.

*e) L'exode rural et la colonisation*

[Retour à la table des matières](#)

Étant donné les nouvelles structures de l'entreprise agricole, la campagne demeure plus que jamais un important réservoir de main-d'œuvre semi-qualifiée et non qualifiée pour l'industrie urbaine. Ce sont autant des facteurs négatifs (désintéressement dans la culture agricole) que des facteurs positifs (attrait de la ville et de meilleurs revenus) qui sont à l'origine de nombreux départs. La génération actuelle est consciente que la plupart de ses fils devront vivre ailleurs. Aussi insiste-t-on de plus en plus pour que la jeunesse rurale jouisse des mêmes avantages éducatifs que leurs confrères urbains. Le Rapport Parent est explicite là-dessus. La régionalisation scolaire et le renouveau des techniques pédagogiques sont suffisamment avancés pour constater un rehaussement notable de la scolarisation à la campagne, une plus grande persévérance scolaire et une meilleure préparation technique et professionnelle à un éventail de métiers urbains.

Quant à la colonisation, elle est tombée dans l'oubli et on cherche à regrouper les colonies viables et à fermer celles qui sont impropres à la culture.

### ***C. Conclusion***

[Retour à la table des matières](#)

La quatrième période marque une transition entre l'idéologie ruraliste traditionnelle et l'idéologie moderne basée sur l'efficacité technique et l'urbanisation. Les définisseurs de la situation sont conscients qu'une nouvelle civilisation (industrielle et urbaine) se consolide. On

cherche à concilier les valeurs humanistes du passé aux situations techniques actuelles.

Par exemple, il est entendu que l'agriculture doit se mécaniser et que la ferme doit devenir une entreprise économique efficace et rentable. Mais le cultivateur ne saurait s'aliéner en abandonnant inconsidérément les valeurs et les coutumes du passé.

Ce désir de s'adapter et de s'intégrer à la nouvelle civilisation se traduit imparfaitement dans la réalité puisqu'on éprouve certaines difficultés à définir et à expérimenter les nouveaux cadres structurels imposés par le développement industriel nord-américain.

Cette période est aussi un carrefour en ce sens qu'on y trouve une synthèse des différents courants de pensée qui se sont dessinés durant les périodes antécédentes. Alors que dans les périodes précédentes s'amorcent certains décrochages vis-à-vis l'idéologie traditionnelle qui, pour la plupart, n'aboutissent pas, au moins deux décrochages majeurs s'accomplissent, l'un durant les années cinquante et l'autre après 1960. On admet qu'une civilisation rurale au Québec est devenue une utopie (1950-1954). Sous le régime Lesage on considère l'agriculture, non plus comme un mode de vie, mais comme une industrie intégrée dans le développement économique général de la Province.

## III. Conclusion générale

### 1. La naissance de l'idéologie et son évolution

[Retour à la table des matières](#)

Le mouvement d'industrialisation nord-américain se révèle l'élément irréversible qui devait susciter la rupture de l'isolat socio-culturel que formait le Canada français jusqu'au début du vingtième siècle.

Sous l'influence des changements techniques et du phénomène d'industrialisation lui-même, un nouveau système de valeurs s'infiltré peu à peu et bouleverse l'ordre ancien. Au fur et à mesure que s'impose ce nouveau système idéologique, il déplace progressivement celui qui était alors opérant. Dans la structure idéologique globale de la première période (1880-1929) le fait rural occupait la place centrale. Il est graduellement relégué à la périphérie durant les années quarante (1940-1950), puis même exclu durant la décennie suivante pour être finalement réintégré vers les années 60 comme composante du développement économique global de la province.

Dès 1880, on observe des luttes constantes entre l'idéologie de la vocation agricole et celle qui accompagne la naissance d'une société pluraliste au Canada français. L'idéologie rurale comme telle est un système de pensée qui fut présenté comme un ensemble de modèles de conduite devant assurer la survie de la nation. Ses éléments les plus essentiels sont la vocation agricole, la foi catholique, le parler français et les vertus ancestrales. On vise ainsi à créer l'homogénéité dans les comportements et à préserver les ruraux contre les valeurs étrangères. Par contre, peu à peu, devant l'industrialisation et la nécessité de l'efficacité technique certaines visions du progrès et du modernisme apparaissent, puis s'imposent créant ainsi un système pluraliste de valeurs.

Au moins deux séries de facteurs sont à l'origine de l'émergence d'une société pluraliste au Canada français. Parmi les éléments extérieurs nous avons déjà identifié le mouvement nord-américain d'industrialisation. Il faut ajouter les guerres mondiales de 1914-1918 et de 1939-1945, l'évolution des idées et des systèmes de pensée aux États-Unis et les pressions des unions syndicales internationales pour imposer leurs normes de travail.

Des facteurs d'ordre interne sont aussi à l'origine des transformations idéologiques : la lutte pour le pouvoir et la différenciation des élites, l'exode des ruraux vers les villes, les contacts interculturels (blocs d'immigrants à Montréal surtout), l'apparition du syndicalisme et l'hétérogénéité de la grande ville et des mentalités. Des affrontements et des luttes entre l'idéologie rurale traditionnelle et les valeurs d'une société pluraliste, se distinguent, peu à peu, deux schèmes idéologiques : le rural et l'urbain, ayant des convergences et des divergences.

### *A. Les convergences*

[Retour à la table des matières](#)

Durant presque toute la durée de la première période (1880-1920 à peu près) la ville se situe dans le prolongement de la campagne. Les citadins gardent un profond attachement au milieu rural et en conservent les traditions et la mentalité.

Mais avec la guerre un renversement de la situation se produit : ce sont les campagnards qui s'inspirent des modèles urbains. Ils s'achètent une automobile pour effectuer des voyages ; ils s'habillent comme les gens de la ville ; ils deviennent des fervents des loisirs commerciaux ; ils utilisent le crédit pour s'acheter un ameublement moderne, en bref, ils utilisent l'argent qu'ils gagnent dans des biens de consommation.

Le nationalisme qui jusque-là avait mis l'accent sur la survivance par la vocation agricole et les vertus rurales s'intéresse, surtout à partir

des années trente, aux ouvriers et au syndicalisme. On tente alors d'intéresser les ouvriers aux valeurs nationales et de concilier les valeurs nouvelles du monde du travail et les valeurs traditionnelles sans y réussir complètement.

### ***B. Les divergences***

Au début, l'idéologie rurale se définit négativement, par opposition à la ville et à la mentalité urbaine. D'autre part, on assiste à l'émergence d'une idéologie urbaine (proposée par les chefs syndicaux, les dirigeants de mouvements tels que Le Front Populaire, Le Mouvement Laïque de Langue Française, l'Alliance Laurentienne, etc...) qui se définit positivement par rapport aux situations et problèmes urbains sans se soucier du fait rural.

## **2. Le découpage des périodes**

### ***A. La première période : 1880-1929***

[Retour à la table des matières](#)

Le choix de l'année 1880, comme début de la première période, peut se justifier par la prise en main officielle de l'agriculture et du milieu rural par l'Église. Celle-ci agit comme le mandataire de la nation face à la vague d'émigration rurale et aux premiers signes d'une désintégration éventuelle du milieu rural, et face aux remous causés par la crise économique de 1874, par l'apparition du syndicalisme international et par les débuts de l'industrialisation et de l'urbanisation.

### ***B. Les autres périodes***

Les périodes de la crise et de la guerre sont des périodes naturelles auxquelles tous se réfèrent car elles correspondent à des événements bien délimités. Quant à la dernière période, il y aurait lieu, dans une étude plus poussée, de la diviser au moins en deux sous-périodes 1945-1959 et 1960-1972. Vers 1950-1954, l'idéologie de la vocation agricole subit ses derniers coups mortels. On vient à la concevoir

comme une utopie. Vers les années 1960-1964, l'agriculture n'est plus un mode de vie mais une entreprise qui doit devenir, coûte que coûte, payante. Cette idéologie de l'efficacité technique se concrétise dans les projets de réforme agraire ; on prône la consolidation des fermes (horizontale et verticale), la réduction de la main-d'œuvre. On veut sauver l'agriculture et non plus le milieu rural, par la mécanisation et le rehaussement des niveaux de vie du cultivateur.

Il est à noter que le porte-parole de l'idéologie nationaliste (L'Action Nationale) ne contient aucun article sur l'agriculture de 1954 à 1958. Ceci nous porte à affirmer que l'agriculture n'est pas encore une partie intégrante de l'idéologie globale qui met l'accent sur la nécessité d'un Québec fort et moderne. L'équipe du tonnerre (libérale) prend le pouvoir en 1960 en utilisant les slogans : Il faut que ça change et Devenons maîtres chez-nous. Voilà un événement politique de grande signification car il survient sous le signe de la libération économique et de l'épanouissement national.

### 3. Les définisseurs de l'idéologie

[Retour à la table des matières](#)

Il n'est point nécessaire d'insister sur le fait que les membres du clergé catholique furent les fabricateurs incontestés de l'idéologie durant les deux premières périodes. Ils exercèrent une influence prépondérante dans la définition de la situation, dans l'identification des objectifs nationaux et dans le choix des moyens à utiliser pour concrétiser les idéaux qu'ils proposent. Il est aussi incontestable qu'ils possèdent une vision spiritualiste du monde et que leur conception de la réalité met l'accent sur les éléments spirituels et moraux, et relègue dans l'ombre tous les autres éléments. À leur point de vue, ils sont soit inexistantes ou d'une importance marginale.

Les premières générations d'agronomes (agronomes de comté, professeurs dans les écoles ou facultés d'agriculture) souscrivent presque entièrement aux points de vue exprimés dans l'idéologie globale.

Cependant, ils se dissocient du clergé d'une certaine manière en étant les promoteurs du progrès technique et en voulant établir les pratiques agricoles sur une base scientifique et rationnelle.

Le nationalisme d'affirmation nationale est le résultat d'une définition sociale par les nouvelles élites (les dirigeants syndicaux, les leaders du mouvement laïque de langue française, l'élite intellectuelle, etc...). Ces nouvelles élites proposent des définitions qui visent à la libération économique, au développement des richesses naturelles, au rehaussement des niveaux de scolarité des Canadiens français, à une conception rajeunie de la justice sociale (politiques de bien-être et de redistribution des richesses) et au progrès de la langue et de la culture. Les problèmes sont vus sous tous leurs angles et on ne privilégie en aucune manière l'aspect religieux. Au contraire, on veut dissocier Église et État. Celle-là doit retourner à ses fonctions premières tandis que celui-ci peut et doit devenir un puissant levier de progrès, un instrument de promotion nationale.

## 4. La contestation des thèmes idéologiques

[Retour à la table des matières](#)

Durant la première période, la conception officielle du progrès est contestée surtout par ceux qui étaient près de l'agriculture et des pratiques agricoles. Dans la plupart des cas, ils acceptent cependant l'idéologie globale.

La crise économique semble étouffer les contestations possibles durant la seconde période. Cette situation difficile semble, au contraire, renforcer l'idéologie traditionnelle. Le retour à la terre est vu comme seul remède au chômage.

On remarque également peu de contestations durant la période de la seconde guerre mondiale. Étant donné la demande quasi-illimitée des produits agricoles sur les marchés internationaux, l'agriculture tra-

verse une période de prospérité qui se reflète sur l'ensemble de l'économie.

La contestation, présente, mais de façon plus ou moins diffuse durant les périodes précédentes, se manifeste d'une manière précise et ouverte à mesure que les nouvelles élites fournissent des définitions de la situation qui s'appuient sur les réalités avec lesquelles elles transigent : la croissance urbaine, les conditions de travail et de vie des ouvriers, l'avancement technique, les communications de masse, les fonctions de l'État, la formation générale et professionnelle et ainsi du reste.

De 1945 à 1954 environ, on conteste de plus en plus la vocation agricole assignée au peuple canadien français par les élites traditionnelles. à partir de 1950, la contestation s'amplifie et on en vient à affirmer que la vocation agricole est une utopie, une réalité se transforme, semble-t-il, en une certaine indifférence, l'excluant par le fait même du nouveau schème idéologique global.

Entre 1946 et 1947, se produit une différenciation effective des élites. Le clergé n'est plus reconnu comme une autorité incontestée et incontestable. On note la montée d'une élite intellectuelle laïque.

Le mode d'éducation rurale est à son tour remis en question. L'éducation ne doit plus être basée et orientée en fonction de buts religieux. Elle doit permettre une formation technique et professionnelle poussée, elle doit assurer la compétence.

Avec le renforcement de leurs associations professionnelles, les agriculteurs critiquent de plus en plus l'État. À leur point de vue, celui-ci les néglige au profit des autres classes. Ils réclament un niveau de vie semblable aux ouvriers des villes.

L'idéologie rurale traditionnelle a donc pu résister pendant longtemps à toute forme de contestation puisqu'elle constituait le seul schème idéologique présenté aux Québécois pour assurer leur survie.